



## **L'Adapt**

Exercice clos le 31 décembre 2024

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

ERNST & YOUNG Audit



## L'Adapt

Exercice clos le 31 décembre 2024

### Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de l'association L'Adapt,

#### Opinion avec réserve

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association L'Adapt relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### Fondement de l'opinion avec réserve

##### ■ Motivation de la réserve

La réforme du financement des établissements sanitaires de moyen séjour pour les soins médicaux et de réadaptation (SMR) avec la mise en place de la « dotation modulée à l'activité » (DMA) est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Cette modalité de financement prévoit que la dotation versée par l'ARS repose sur la déclaration par l'établissement d'un nombre et d'une typologie d'actes de soins réalisés ce qui implique l'existence d'un dispositif de contrôle interne se traduisant par la documentation et la mise en place d'un plan d'assurance qualité.

La formalisation et la mise en œuvre des procédures de contrôle interne concernant la chaîne de facturation relative aux recettes au niveau du recensement des actes de soin et du contrôle des interfaces informatiques, demeurent, à ce jour, insuffisantes.

En l'absence de « plan d'assurance qualité » et de formalisation des procédures de contrôle interne et notamment des revues effectuées par les techniciens ou les médecins d'information médicale (TIM/DIM), nous n'avons pas pu apprécier la correcte valorisation des recettes liées à l'activité SMR.

De la même manière, malgré le déploiement en cours de procédures de contrôle interne au sein de l'association, la documentation insuffisante des contrôles informatiques et des contrôles complémentaires effectués par l'association sur les interfaces de la chaîne d'information médicale ne nous a pas permis de vérifier que l'exhaustivité des actes réalisés dans le cadre des séjours concernés au sein des établissements a fait l'objet d'une facturation.

De ce fait, une approche d'audit basée sur les contrôles n'a pu être mise en œuvre. Compte tenu de l'impossibilité matérielle de recourir à d'autres procédures d'audit, nous n'avons pas été en mesure de vérifier que le montant des recettes liées à l'activité SMR, dont le montant au 31 décembre 2024 s'élève à K€ 91 036 comme mentionné dans l'annexe 13 de l'annexe aux comptes annuels, comprend l'intégralité des actes de soins réalisés, et nous n'avons pas été en mesure de vérifier les créances d'exploitation associées pour un montant de K€ 6 277 au 31 décembre 2024.

#### ■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

A l'exception de l'incidence éventuelle du point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport économique et financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bordeaux, le 13 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes  
ERNST & YOUNG Audit



Alexandre Ottevaere

# Comptes annuels

## 31 décembre 2024



Vivre ensemble,  
tous différents,  
tous égaux.

## BILAN ACTIF

## BILAN PASSIF

## COMPTE DE RESULTAT

## FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

## PRINCIPES ET METHODES

Description de l'objet social, de la nature et du périmètre d'activité de LADAPT

Référentiel comptable

Règles générales

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

Compléments d'information relatifs à l'actif du bilan

Immobilisations / amortissements

Immobilisations incorporelles et corporelles

Immobilisations financières, valeurs mobilières de placement

Stocks

Créances

Valeurs mobilières de placement

Disponibilités

Compléments d'informations relatifs au passif du bilan

Fonds propres

Subventions d'investissement

Provisions réglementées

Fonds dédiés

Fonds reportés sur legs et donations

Les provisions pour risques et charges

Baux locatifs

Engagement pour indemnité de départ à la retraite

## ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS 2024

## INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

Annexe 1 : Variation des immobilisations  
Annexe 2 : Etat des échéances des créances  
Annexe 3 : Produits à recevoir  
Annexe 4 : Trésorerie disponible  
Annexe 5 : Variation des fonds propres  
Annexe 6 : Réserves  
Annexe 7 : Subventions d'investissement  
Annexe 8 : Provisions réglementées  
Annexe 9 : Provisions pour risques et charges  
Annexe 10 : Fonds dédiés  
Annexe 11 : Etat des échéances des dettes  
Annexe 12 : Charges à payer

## INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

Annexe 13 : Ressources  
Annexe 13 bis : Décomposition des concours publics et subventions d'exploitation par financeur  
Annexe 13 ter: Autres informations sur le compte de résultat

## AUTRES INFORMATIONS

Annexe 14 : Contributions volontaires en nature  
Etat séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger  
Annexe 15 : Engagements hors bilan relatifs aux crédits-baux et locations longue durée  
Annexe 16 : Hypothèques  
Annexe 16 bis: Fonds reportés liés aux legs et donations et impacts sur le résultat  
Annexe 17 : Les principales données sociales  
Annexe 18 : Compte d'emploi des ressources

## **BILAN ACTIF**

BILAN AU 31/12/2024 - ACTIF

ACTIF en K€	2024			2023	VARIATION 2024 / 2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net	
Actif immobilisé :					
Immobilisations incorporelles	6 759	3 574	3 185	1 745	1 441
Frais d'établissement	289	149	141	118	23
Frais de recherche et de développement	4	-	4	4	-
Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-	-
Concession, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	3 533	3 036	497	629	-133
Fond commercial	54	0	54	54	0
Autres immobilisations incorporelles	1 184	389	795	784	11
Immobilisations incorporelles en cours	1 696	-	1 696	156	1 540
Av et aco Immobilisations incorporelles en cours	0	-	0	0	0
Immobilisations corporelles	200 843	113 709	87 134	86 482	652
Terrains	7 959	1 546	6 413	6 266	147
Constructions	142 674	80 886	61 788	66 257	-4 469
Installations techniques, matériels et outillage industriels	26 617	18 218	8 399	6 244	2 156
Autres immobilisations corporelles	22 361	13 059	9 303	6 944	2 358
Immobilisations grevées de droits	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	1 150	-	1 150	631	519
Av et aco Immobilisations corporelles en cours	81	-	81	140	-59
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	-	-	-	0	-
Immobilisations financières (2)	12 281	0	12 281	11 804	476
Participations	1	-	1	1	0
Créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	-	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	385	-	385	382	3
Prêts	8 518	-	8 518	8 303	215
Autres	3 377	0	3 377	3 119	258
TOTAL I	219 883	117 282	102 600	100 032	2 569
Actif circulant					
Stocks et en-cours	643	-	643	617	26
Avances et acomptes sur commandes	278	-	278	282	-4
Créances (3)	44 597	922	43 675	35 500	8 175
Créances - Redevables, clients et cptes rattachés	24 360	716	23 644	14 878	8 766
Créances reçues par legs et donations	-	-	-	0	0
Personnel et comptes rattachés	456	-	456	245	211
Organismes sociaux	730	-	730	557	173
Etat et autres collectivités publiques	5 352	-	5 352	3 531	1 821
Débiteurs divers	13 698	206	13 492	16 288	-2 796
Valeur mobilière de placement	86 155	-	86 155	62 742	23 413
Disponibilités	24 620	-	24 620	50 507	-25 887
Charges constatées d'avance (3)	1 885	-	1 885	1 250	634
TOTAL II	158 178	922	157 256	150 899	6 357
Charges à répartir sur plusieurs exercices	104	-	104	113	-9
TOTAL III	104	0	104	113	-9
TOTAL GENERAL (I + II + III)	378 165	118 205	259 960	251 043	8 917
(1) Dont droit au bail					
(2) Dont à moins d'un an (brut)			279	270	9
(3) Dont à moins d'un an (brut)			45 837	38 001	7 836
ENGAGEMENTS REÇUS					
Legs nets à réaliser :					
- acceptés par les organes statutairement compétents					
- autorisés par l'organisme de tutelle					
Dons en nature restant à vendre					

## **BILAN PASSIF**

# BILAN AU 31/12/2024 - ACTIF PASSIF

PASSIF en K€	2024	2023	VARIATION 2024 / 2023
<b>Fonds propres</b>			
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>	<b>20 942</b>	<b>20 942</b>	-
Fonds propres statutaires	-	-	-
Fonds propres complémentaires	20 942	20 942	-
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>	<b>3 668</b>	<b>3 668</b>	-
Fonds propres statutaires	-	-	-
Fonds propres complémentaires	3 668	3 668	-
<b>Ecart de réévaluation</b>	<b>1 239</b>	1 239	-
<b>Réserves</b>			
Réserves pour projet de l'entité	<b>112 543</b>	103 360	9 183
<i>Dont réserves des activités SMS sous gestion contrôlée</i>	67 202	58 919	8 283
<b>Report à nouveau</b>	<b>-33 253</b>	-29 517	-3 736
<i>Dont report à nouveau des activités SMS sous gestion contrôlée</i>	-4 200	-4 325	125
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>10 458</b>	5 448	5 010
<i>Dont résultat des activités SMS sous gestion contrôlée</i>	9 594	8 166	1 428
<b>SITUATION NETTE</b>	<b>115 597</b>	<b>105 140</b>	<b>10 458</b>
<b>Subventions d'investissement</b>	7 831	7 497	334
<b>Provisions règlementées</b>	10 856	10 691	166
<b>TOTAL I</b>	<b>134 284</b>	<b>123 327</b>	<b>10 957</b>
<b>Fonds reportés ou dédiés</b>			
Fonds reportés liés aux legs et donations	19	19	0
Fonds dédiés	36 919	35 000	1 918
<b>TOTAL II</b>	<b>36 937</b>	<b>35 019</b>	<b>1 918</b>
<b>Provisions</b>	<b>13 963</b>	<b>14 115</b>	<b>-152</b>
Provisions pour risques	3 459	4 005	-546
Provisions pour charges	10 504	10 110	394
<b>Dettes (1)</b>	<b>70 480</b>	<b>72 529</b>	<b>-2 048</b>
Emprunts et dettes assimilées (2 + 3)	27 055	28 536	-1 481
Concours bancaires	0	2	-2
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 417	541	876
Fournisseurs // Redevables et comptes rattachés	11 293	10 093	1 201
Personnel et comptes rattachés	10 548	10 290	258
Organismes sociaux et comptes rattachés	14 766	15 402	-636
Etat et collectivités publiques	2 182	1 935	247
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	686	904	-218
Autres dettes	2 532	4 826	-2 293
<b>Produits constatés d'avance (1)</b>	<b>4 295</b>	<b>6 053</b>	<b>-1 758</b>
<b>TOTAL III</b>	<b>88 738</b>	<b>92 697</b>	<b>-3 958</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II+ III)</b>	<b>259 960</b>	<b>251 043</b>	<b>8 917</b>
(1) Dont à plus d'un an	24 104	25 633	-1 529
Dont à moins d'un an	50 672	52 949	-2 277
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	-	-	-
(3) Dont emprunts participatifs	-	-	-
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>			

## **COMPTE DE RESULTAT**

# COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2024

en K€	2024	2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	14	12
<b>Ventes de biens et services</b>	<b>25 493</b>	<b>25 069</b>
Ventes de biens, marchandises et produits fabriqués	2 705	2 703
<i>dont ventes de dons en nature</i>	0	-
Prestations de services	22 788	22 366
<i>dont parrainages</i>	0	-
<b>Produits de tiers financeurs</b>	<b>237 415</b>	<b>226 005</b>
Concours publics et subventions d'exploitation	236 501	225 465
Versements des fondateurs ou consommation de la dotation comptable	0	-
Ressources liées à la générosité du public	181	294
<i>dont dons manuels</i>	130	237
<i>dont Mécénats</i>	51	56
<i>dont Legs, donations et assurances vies</i>	0	2
Contributions financières	734	247
<b>Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges</b>	<b>2 049</b>	<b>1 624</b>
<b>Utilisation des fonds dédiés</b>	<b>4 313</b>	<b>4 745</b>
<b>Autres produits</b>	<b>14 677</b>	<b>15 232</b>
<b>TOTAL I</b>	<b>283 961</b>	<b>272 688</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises	2 176	2 119
Variation de stock	-42	-76
Autres achats et charges externes	72 191	67 539
Aides financières	13	45
Impôts, taxes et versements assimilés	15 913	15 302
Salaires et traitements	121 820	119 362
Charges sociales	51 521	49 170
Dotations aux amortissements et dépréciations	10 074	9 973
Dotations aux provisions	1 092	2 136
Reports en fonds dédiés	3 327	5 196
Autres charges	345	439
<b>TOTAL II</b>	<b>278 430</b>	<b>271 204</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>5 532</b>	<b>1 483</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation	0	-
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	3 613	3 408
Autres intérêts et produits assimilés	68	71
Reprises sur provisions, dépréciations et transfert de charge	0	-
Différences positives de change	0	-
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	0	-
<b>TOTAL III</b>	<b>3 681</b>	<b>3 479</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0	-
Intérêts et charges assimilées	619	666
Différences négatives de change	0	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
<b>TOTAL IV</b>	<b>619</b>	<b>666</b>
<b>RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>3 062</b>	<b>2 813</b>

<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV)</b>	<b>8 594</b>	<b>4 296</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	1 815	1 456
Sur opérations en capital	1 252	2 518
Reprises sur provisions, dépréciations et transfert de charge	474	353
<b>TOTAL V</b>	<b>3 541</b>	<b>4 327</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	436	710
Sur opérations en capital	77	458
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	648	1 428
<b>TOTAL VI</b>	<b>1 161</b>	<b>2 596</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>2 380</b>	<b>1 730</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	-
Impôts sur les bénéfices (VIII)	516	579
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	<b>291 184</b>	<b>280 493</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>280 726</b>	<b>275 046</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>10 458</b>	<b>5 448</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature	3	0
Prestations en nature	388	291
Bénévolat	141	358
<b>TOTAL CVEN</b>	<b>531</b>	<b>649</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature	0	-
Mises à dispositions gratuite de biens	3	0
Prestations en nature	388	291
Personnel bénévole	141	358
<b>TOTAL</b>	<b>531</b>	<b>649</b>

Est présenté ci-dessous le résultat de l'exercice pour les différents secteurs d'activités de LADAPT :

<b>RESULTATS PAR SECTEUR (en k€)</b>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
GESTION CONTROLEE (MS +SANITAIRE)	11 572	6 646
GESTION PROPRE (ESAT CO + ACTIONS CONVENTIONNELLES)	-1 114	-1 199
<b>Résultat</b>	<b>10 458</b>	<b>5 448</b>
	<b>2024</b>	<b>2023</b>
SANITAIRE	1 978	-1 519
MEDICO-SOCIAL	9 594	8 166
ESAT COMMERCIAUX	-219	-425
ACTIONS CONVENTIONNELLES	-895	-774
<b>TOTAL</b>	<b>10 458</b>	<b>5 448</b>

#### **TABLEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL DE L'ENTITE**

	<b>2024</b>	<b>2023</b>
<b>RESULTAT COMPTABLE</b>	<b>10 458</b>	<b>5 448</b>
Reprise du résultat antérieur	291	42
<b>EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL</b>	<b>10 749</b>	<b>5 489</b>
Dont résultat effectif sous gestion propre	-1 114	-1 199
nt résultat effectif sous gestion contrôlée	11 863	6 688

## **FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE**

NB : Les éléments ci-dessous vous sont présentés en version définitive, avec l'enregistrement des seules notifications de financement de l'ARS reçues à la date d'établissement de nos comptes début avril.

### ***Evolution de périmètre :***

L'année 2024 se caractérise par l'intégration d'un nouvel établissement et d'une nouvelle activité :

- La Paloumère, SMR rattaché au site de Virazeil
- le dispositif d'autodétermination de Rouen.

L'évolution de l'activité est essentiellement endémique, en lien avec le développement de l'activité ou en lien avec des Appels à Manifestation d'Intérêt ou Appels à Projets ayant été remportés par LADAPT et donnant lieu à de nouvelles activités dans des établissements préexistants.

### ***Mesures de revalorisation salariale :***

La mesure phare de 2024 est l'application du Ségur pour tous en juillet 2024 rétroactive au 1<sup>er</sup> janvier 2024, le point n'ayant pas été revalorisé cette année.

### ***Rappel de la situation des établissements de la Vallée de Montmorency « Le colombier » :***

Au terme d'un acte synallagmatique, Le Colombier a consenti une cession de l'immeuble hébergeant l'IME Jacques Maraux sis à Andilly avant le 30 juin 2025.

Par ailleurs, un bail et une convention de séquestre ont été signés le 14 mars 2025 entre LADAPT et l'association Le Colombier concernant les loyers et taxes foncières relatifs à la période du 4 janvier 2016 au 28 janvier 2025, pour respectivement 2 960 116€ et 151 285€, déjà provisionnés dans les comptes.

### ***Chiffres clefs :***

Le résultat comptable des activités de LADAPT ressort pour l'année en excédent à hauteur de 10 458 k€ dont :

- 11 353 k€ sur les activités de gestion contrôlée contre 6 222 k€ l'année précédente (ici sont rattachés les ESAT commerciaux)
- Déficit de - 895 k€ sur les activités de gestion propre, actions conventionnelles, contre - 774 k€ l'année précédente.

Ce résultat se décompose de la façon suivante :

- 5 532 k€ de résultat d'exploitation
- 3 062 k€ de résultat financier
- 2 380 k€ de résultat exceptionnel
- - 516 k€ d'impact impôt sur les sociétés.

Enfin, le bilan s'établit à 260 M€, en progression de 3.6 % par rapport à 2023. La majorité de l'évolution est liée aux excédents dégagés par les activités.

Le compte de résultat et le bilan 2024 sont commentés en détail dans les annexes présentées dans les pages suivantes.

### ***Eléments marquants :***

Un contrôle de la Cour des comptes est en cours et les conclusions n'ont pas été communiquées à date.

# **PRINCIPES ET MÉTHODES**

## ***Description de l'objet social, de la nature et du périmètre d'activité de LADAPT***

LADAPT est une association d'utilité publique ayant pour objet, comme stipulé dans ses statuts :

- D'inspirer et de susciter les réformes de structures sociales et de soutenir toute initiative destinée à favoriser l'insertion sociale et professionnelle, des personnes (enfants ou adultes) malades, handicapées ou en grande difficulté d'insertion
- De créer et d'administrer toute structure susceptible de favoriser cette action ;
- De soutenir l'étude et la recherche concernant tous les problèmes de réadaptation et d'insertion sociale professionnelle
- De lutter contre toutes les formes de discrimination en raison du handicap ou d'un état de santé dans tous les domaines de la vie sociale et professionnelle.

Le périmètre d'activité et des missions sociales actuel de LADAPT traduit bien cela, LADAPT ayant pour activité à la fois la gestion d'établissements médico-sociaux, la gestion d'établissements sanitaires, mais réalisant également des missions sociales à travers sa structure associative et les projets qu'elle porte.

Les moyens mis en œuvre pour la réalisation de cet objet social sont notamment les concours publics et subventions d'exploitation reçus pour la gestion des établissements qui lui sont confiés.

Les moyens s'entendent également des ressources issues des ventes et prestations de services réalisées à travers les ESAT et sa structure associative. Etant une association reconnue d'utilité publique, elle finance aussi une partie de son activité par des fonds issus de l'Appel à la Générosité du Public. Ces moyens sont présentés en détail dans les annexes relatives au compte de résultat de ce rapport (Annexe 13).

## ***Référentiel comptable***

Les comptes de l'exercice 2024 ont été établis et présentés conformément :

- Aux dispositions du règlement ANC 2014-03 et toutes actualisations postérieures, ainsi qu'à l'avis CNC 2007-05 ;
- Aux dispositions du règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018, homologué par arrêté du 26 décembre 2018 comportant les dispositions spécifiques au secteur non lucratif, modifié par le règlement ANC 2020-08 du 4 décembre 2020, puis par le règlement ANC 2021-02 du 4 juin 2021 et le règlement ANC 2022-02 du 11 mars 2022 ;
- Aux dispositions du règlement ANC 2019-04 du 8 novembre 2019, homologué par arrêté du 26 décembre 2019, donnant les dispositions spécifiques au secteur social et médico-social géré par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- Aux dispositions de l'instruction M21 du 17 octobre 2007, modifiée par l'arrêté du 18 décembre 2012, applicable aux établissements hospitaliers et sanitaires du secteur privé ;
- Aux dispositions financières du CASF et arrêté du 20 décembre 2023 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- Arrêté du 22 janvier 2008 fixant la nomenclature des comptes obligatoirement ouverts dans l'état des prévisions de recettes et de dépenses et dans la comptabilité des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale
- Arrêté du 18 février 2013 portant modification de l'arrêté du 22 janvier 2008 modifié fixant la nomenclature des comptes obligatoirement ouverts dans l'état des prévisions de recettes et de dépenses et dans la comptabilité des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale

## ***Règles générales***

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Et également conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en k euros.

# REGLES ET METHODES COMPTABLES

## Compléments d'informations relatifs à l'actif du bilan :

### *Immobilisations / Amortissements*

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition et amorties sur leur durée d'utilisation.

### *Immobilisations incorporelles et corporelles*

Elles sont comptabilisées à leur coût d'achat et amorties sur leur durée d'utilisation, selon les taux d'amortissement suivants :

Durée d'amortissement en année (s)			
	Linéaire	Dégressif	Durée en année
<b>Immobilisation incorporelles</b>			
Autres immobilisations incorporelles			
Logiciels	X		1 à 3
<b>Immobilisation corporelles</b>			
Agencement, aménagement de terrain	X		10 à 50
Construction	X		10 à 65
Installations techniques, matériels et outillage	X		5 à 20
Autres immobilisations corporelles	X		5 à 20

Sous la catégorie immobilisations incorporelles, figure l'enregistrement d'un fond civil lié à la reprise d'activité d'un établissement. Ce fonds civil fait l'objet d'un amortissement dont la durée correspond à celle du nouveau projet immobilier (CSSR de Valence), soit 27 ans.

Les durées d'amortissement par composants :

Composant	Nature	Durée	Ventilation en %
<b>Structure</b>	- Terrassement - Gros œuvre Maçonnerie Charpente Structure Honoraire architecte si immobilisé Cloisons fixes Doublage	40 - 60	50
<b>Couverture &amp; Isolation</b>	Couverture bac acier Etanchéité Isolation	30 - 40	10
<b>Revêtement &amp; Plafond</b>	Menuiseries extérieur bois Cloisons mobiles Menuiseries intérieures revêtements sols durs et muraux (carrelage, lambris) Plafonds suspendus	10 - 25	10
<b>Extérieurs</b>	Menuiseries extérieures PVC Métallerie VRD (voiries et réseaux divers Piscine de balnéothérapie collective	20 - 30	10
<b>Peintures</b>	Peinture Lino Moquette Tapisserie	5 - 10	2
<b>Ascenseurs</b>		15 - 20	2
<b>Réseaux</b>	Plomberie Chauffage Electricité Matériel de mesure et de mise aux normes de balnéothérapie (pompe, filtre...) Câblage informatique	15 - 25	10
<b>Sanitaires</b>	Douche baignoire de balnéothérapie individuelle Lavabo W.C	15 - 20	4
<b>Rénovation</b>	Ravalement de façades	15 - 25	2

## ***Immobilisations financières, valeurs mobilières de placement***

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'utilité à la clôture de l'exercice est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constatée.

Les valeurs mobilières de placement sont valorisées par référence à leur valeur d'entrée dans le patrimoine, les mouvements étant enregistrés selon la méthode du « premier entré, premier sorti ».

Les supports de placement sont sans risque sur le capital, constitués de comptes à terme et contrats de capitalisation.

## ***Stocks***

Les stocks se rapportent essentiellement à l'activité des établissements sanitaires et des ESAT commerciaux.

Les combustibles stockés font l'objet d'une évaluation et sont portés en stock.

Les matières premières, produits pharmaceutiques et produits finis commercialisés par le secteur protégé font l'objet d'un inventaire.

Les fournitures et consommables non consommés sont comptabilisés en « charges comptabilisées d'avance ».

## ***Créances***

Les créances sont comptabilisées au coût historique. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les principales créances sont relatives aux prix de journée, à la dotation globale des établissements sous gestion contrôlée, ou bien encore à la vente des produits pour les structures sous gestion propre et les ESAT commerciaux.

Sont présentées en « autres débiteurs » les échanges dans le cadre de la convention de trésorerie qui lie l'Association LADAPT et le fond de dotation Les Maisons de LADAPT.

## ***Disponibilités***

Elles regroupent les comptes sur livrets (liquides par quinzaine) et les comptes courants bancaires.

Ces lignes plus flexibles sont notamment nécessaires à la bonne gestion financière des opérations de patrimoine.

## **Compléments d'informations relatifs au passif du bilan**

### ***Fonds propres***

Sont enregistrés à ce poste :

#### ***Fonds propres avec et sans droit de reprise :***

Les fonds propres de l'entité correspondent aux apports, affectations et excédents acquis à l'entité. Ils regroupent les ressources mises à disposition de l'entité de façon définitive ou conditionnelle.

#### ***Réserves :***

Les réserves au bilan sont constituées des réserves liées à la gestion contrôlée ainsi que des réserves liées à la gestion propre.

#### ***Report à nouveau :***

Sont constatés dans cette rubrique, les résultats antérieurs des établissements sous gestion propre affectés en report à nouveau, les résultats antérieurs des établissements sous gestion contrôlée en attente d'affectation et de validation par les autorités de tarification, les affectations de résultat en report à nouveau des établissements, les charges et provisions pour lesquels le financement est différé par les tutelles, ainsi que les dépenses rejetées par les autorités de tarification des établissements sous gestion contrôlée. Le déficit cumulé représentatif de la provision pour congés payés non financée y est également inclus.

#### ***Excédent ou déficit de l'exercice :***

Les résultats sous contrôle de tiers financeurs et ceux relatifs à la gestion propre sont présentés sur une seule ligne « Excédent ou déficit de l'exercice ».

## ***Subventions d'investissement***

Une subvention d'investissement est une contribution facultative de toute nature, valorisée dans l'acte d'attribution, décidée par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifié par un intérêt général et destinée à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement. Ces projets sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires.

Les subventions d'investissement sont reprises en résultat au même rythme que les amortissements pour dépréciation des immobilisations qu'elles permettent de financer, sauf stipulation expresse dans la convention.

Les reprises sont comptabilisées dans un compte de produit exceptionnel.

## ***Provisions réglementées***

Les provisions réglementées sont des provisions qui ne correspondent pas à la définition normale d'une provision selon la définition du plan comptable général sur les provisions et qui sont constituées et comptabilisées en vertu de dispositions spécifiques législatives ou réglementaires applicables à certaines activités.

A LADAPT, les instructions budgétaires et comptables des établissements de santé et des établissements sociaux et médico-sociaux prévoient l'utilisation de comptes de provisions réglementées, telles que les provisions pour renouvellement des immobilisations ou les provisions pour réserves des plus-values nettes d'actifs.

## ***Fonds dédiés***

Les fonds dédiés enregistrent à la clôture de l'exercice la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pas encore été utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard. Cette définition est élargie pour les ESSMS aux opérations d'investissement pour un projet spécifique financé par les produits de la tarification.

Le projet défini répond aux deux conditions suivantes :

- être conforme à la réalisation de l'objet de l'association,
- être clairement identifié, les coûts imputables devant être nettement individualisés.

La contrepartie des fonds dédiés s'inscrit au compte de résultat sous la rubrique « Report en fonds dédiés ».

Le montant des fonds dédiés de l'exercice N est repris, sur les exercices suivants, au fur et à mesure de l'utilisation des fonds au compte de résultat par la contrepartie du compte « Utilisation des fonds dédiés ».

Pour les fonds dédiés à des investissements, LADAPT choisit de rapporter en produits les fonds dédiés sur la même durée d'amortissement que les biens concernés.

Sont désormais affectés en fonds dédiés la part de Taxe d'Apprentissage non consommée anciennement constatée en produits constatés d'avance.

## ***Fonds reportés sur legs et donations***

Les actifs et passifs provenant de legs ou donations sont enregistrés au bilan, dès la date d'acceptation par les instances ou à la date d'entrée en jouissance de la libéralité si celle-ci est postérieure, ou à la date de levée de la dernière condition suspensive. La contrepartie est inscrite en produits, sauf s'il existe une stipulation de l'auteur de la libéralité de renforcer les fonds propres de l'entité.

A la clôture de l'exercice, les libéralités constatées en produits au cours de l'exercice et dont certains actifs à céder ne sont pas encore réalisés ou certains actifs financiers n'ont pas été reçus ou transférés donnent lieu à une écriture au passif du bilan en fonds reportés, avec pour contrepartie une charge. Ces fonds seront repris et constatés en produits au cours des exercices suivants, au fur et à mesure des encaissements et décaissements liés à la réalisation de la libéralité.

## ***Provisions pour risques et charges***

Les provisions pour litiges, charges de personnel, retraites et licenciements sont comptabilisées en charges d'exploitation. Elles sont dotées annuellement par un compte de charges « dotations » ou produits « reprises de provision » qui figurent dans le compte de résultat.

Les provisions pour risques divers sont généralement comptabilisées en exploitation.

## ***Baux locatifs***

LADAPT applique le principe de linéarisation des loyers pour les biens immobiliers consistant à étaler sur la durée du contrat les redevances de manière à traduire correctement les avantages économiques procurés par le bien de période en période. Ce sont les comptes de charges constatées d'avance ou de charges à payer qui permettent de suivre comptablement ce principe.

## ***Engagement pour indemnité de départ à la retraite***

L'engagement pour indemnité de départ en retraite est calculé selon les critères suivants :

<b>Convention collective :</b>	Hospitalisation privée à but non lucratif- FEHAP
<b>Indemnités de fin de carrière :</b>	Conventionnelles soumises à charges sociales
<b>Progression des salaires :</b>	1.5% (non cadres) – 2.5% (cadres)
<b>Table de mortalité :</b>	INSEE 2016-2018
<b>Taux d'actualisation :</b>	3.37 % par an
<b>Charges sociales :</b>	48% (Non Cadre) / 59% (Cadres)
<b>Date présumée de départ à retraite :</b>	65 ans
<b>Turnover :</b>	8% par an dégressif jusqu'à 50 ans
<b>Initiative du départ :</b>	Salarié

Le montant total des droits à indemnité de fin de carrière est estimé à 10 754k€ en dette actuarielle (calcul de l'indemnité tenant compte de l'ancienneté du salarié au 31 décembre 2024) pour l'ensemble des salariés.

Le taux d'actualisation a été revu au 31 décembre 2024 (3.37 % en 2024 contre 3,45% en 2023) et la table de mortalité utilisée est la plus récente disponible dans notre outil (INSEE 2016-2018). Le taux de turnover a fait l'objet d'une analyse en interne et est conforme à l'évolution constatée des effectifs.

## **ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS 2024**

## **Informations relatives au bilan**

## ANNEXE 1 : variation des immobilisations

Immobilisations	Immobilisations au 31 décembre 2023	Acquisitions 2024	Cessions 2024	Immobilisations au 31 Décembre 2024
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>5 493</b>	<b>2 021</b>	<b>755</b>	<b>6 759</b>
Frais d'établissement	250	39		289
Frais de recherche et de développement	4			4
Concessions et droits similaires, Brevets, lic., marques et procédés, droits et val. sim.	3 911	213	591	3 533
Fonds commercial	54			54
- dont droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles	1 118	66		1 184
Immobilisations incorporelles en cours	156	1 704	164	1 696
<b>Total Immobilisations incorporelles</b>	<b>5 493</b>	<b>2 021</b>	<b>755</b>	<b>6 759</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>210 809</b>	<b>13 934</b>	<b>23 900</b>	<b>200 843</b>
Terrains	5 151			5 151
Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure	3 323	273	788	2 808
Constructions	147 412	1 992	6 730	142 674
Installations, matériel et outillage techniques	29 363	4 556	7 302	26 617
Autres immobilisations corporelles	24 789	4 766	7 194	22 361
Immobilisations corporelles en cours	771	2 346	1 886	1 231
<b>Immobilisations financières</b>	<b>11 804</b>	<b>904</b>	<b>428</b>	<b>12 281</b>
Participations	1			1
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	382	3		385
Prêts	8 303	489	273	8 518
Autres immobilisations financières	3 119	413	154	3 377
<b>Total Immobilisations financières</b>	<b>11 804</b>	<b>904</b>	<b>428</b>	<b>12 281</b>
<b>TOTAL IMMOBILISATION</b>	<b>228 106</b>	<b>16 859</b>	<b>25 083</b>	<b>219 883</b>

Amortissements	Amortissements et dépréc., au 31/12/2023	Dotations 2024	Diminutions 2024	Amortissements et dépréc., au 31/12/2024
<b>Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles</b>	<b>3 748</b>	<b>418</b>	<b>592</b>	<b>3 574</b>
Frais d'établissement	133	16		149
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et val. sim.	3 281	347	592	3 036
Fonds commercial (établissements privés)				
- dont droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles	334	55		389
Immobilisations incorporelles en cours				
<b>TOTAL amortissements et dépréciations des immob. incorporelles</b>	<b>3 748</b>	<b>418</b>	<b>592</b>	<b>3 574</b>
<b>Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles</b>	<b>124 327</b>	<b>10 165</b>	<b>20 783</b>	<b>113 709</b>
Terrains				
Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure	2 208	126	788	1 546
Constructions sur sol propre	80 635	5 295	5 647	80 283
Constructions sur sol d'autrui	520	83		602
Installations, matériel et outillage techniques	23 119	2 342	7 243	18 218
Autres immobilisations corporelles	17 845	2 320	7 106	13 059
Immobilisations corporelles en cours				
<b>TOTAL amortissements et dépréciations des immob. corporelles</b>	<b>124 327</b>	<b>10 165</b>	<b>20 783</b>	<b>113 709</b>
<b>Dépréciations des immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
<b>TOTAL dépréciations des immobilisations financières</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS</b>	<b>128 075</b>	<b>10 583</b>	<b>21 375</b>	<b>117 282</b>

Pour l'ensemble de l'association, le montant brut des immobilisations est en diminution de 8,2M€ sur l'année 2024 (16M€ d'acquisitions contre 25M€ de cessions ou mise au rebut).

Les investissements les plus significatifs sont :

- 1 637k€ de dépenses d'immobilisations au siège dont 1 054k€ d'aménagement des nouveaux locaux et 354k€ pour le serveur national
- 688k€ d'investissement au CMPR d'Amilly
- 634k€ sur le SMR de Cambrai
- 1 807k€ d'immobilisations en cours sur le CMPR de Virazeil.

Les sorties d'immobilisations sont une masse de mises au rebut de très vieilles immobilisations totalement amorties pour 19M€ complétées par des mises au rebut sélectives en établissement pour le complément aux 25M€.

## **ANNEXE 2 : Etat des créances**

### **ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES**

(Montants en k€)	Situation au 31.12.2024	ECHEANCES		
		jusqu'à 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans
<b>Créances à l'actif immobilisé</b>	<b>12 281</b>	<b>279</b>	<b>3 228</b>	<b>8 774</b>
Créances article 58 activité sanitaire et médico sociale	2 018		2 018	
Prêts (effort construction...), titres et participations	10 263	279	1 210	8 774
<b>Créances de l'actif circulant :</b>	<b>45 837</b>	<b>45 837</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Créances - Redevables, clients et cptes rattachés	23 644	23 644		
Créances reçues par legs et donations	0	0		
Avances et acomptes sur commandes	278	278		
Autres créances (à détailler si besoin)	20 031	20 031	0	0
- <i>Personnel et comptes rattachés</i>	456	456		
- <i>Organismes sociaux</i>	730	730		
- <i>Etat et autres collectivités publiques</i>	5 352	5 352		
- <i>Débiteurs divers</i>	13 492	13 492		
Charges constatées d'avance	1 885	1 885		
<b>TOTAL</b>	<b>58 118</b>	<b>46 116</b>	<b>3 228</b>	<b>8 774</b>

L'état des créances fait ressortir un solde de 56 218k€ en progression de 7 896k€ par rapport à l'année précédente, principalement dû aux créances relatives à la facturation des activités des établissements en hausse de 7 644k€.

Les créances Etat et autres collectivités publiques sont en augmentation de 1 821k€ par rapport à 2023 : il s'agit essentiellement de subventions dans le cadre du Dispositif Emploi Accompagné.

Les dotations articles 50 présentes dans la ligne Etat et autres collectivités ont baissé de 117k€ entre 2024 et 2023, ce qui correspond aux encaissements sur les établissements SMR de la Nouvelle Aquitaine.

Aucun mouvement sur les créances Articles 58 (2018k€) n'est à constater entre 2024 et 2023.

Les débiteurs divers sont en diminution de 2,8 M€.

### **ANNEXE 3 : Produits à recevoir**

<b>Produits à recevoir</b>	<b>Montant net 31/12/2023</b>	<b>Augmentations 2024</b>	<b>Diminutions 2024</b>	<b>Montant net 31/12/2024</b>
----------------------------	-----------------------------------	-------------------------------	-----------------------------	---------------------------------------

Redevables et Clients produits à recevoir	1 547	5 486	0	7 033
Fournisseurs Rabais remise ristournes à recevoir	88	0	79	9
Etat subventions à recevoir	1 987	2 198	0	4 185
Autres produits à recevoir	2 881	136	0	3 017
Personnel produits à recevoir	137	180	0	317
Organismes sociaux produits à recevoir	299	107	0	406
<b>TOTAL</b>	<b>6 938</b>	<b>8 108</b>	<b>79</b>	<b>14 966</b>

Le poste clients produits à recevoir en forte hausse au 31/12/2024 représentent essentiellement des produits sanitaire liés à la T2A et aux encours de fin d'année 2024 reçus en 2025, en conséquence de la nouvelle tarification des produits sanitaire basés pour partie sur l'activité.

Les subventions à recevoir incluent des subventions à recevoir au titre de 2024 sur des projets en cours : FIR EPOPE 750 k€, EQUICARE 260 k€, INSPIRE 303 k€, emploi accompagné CRP Sarcelles 410 k€.

## **ANNEXE 4 : trésorerie disponible**

<b>Trésorerie</b>	<b>Montant net 31/12/2023</b>	<b>Montant net 31/12/2024</b>
<b>Valeur mobilières de placement VMP</b>	<b>62 742</b>	<b>86 155</b>
Compte à terme CAT	41 000	37 000
Autres créances ass ,VMP et IC	21 742	49 155
<b>Disponibilités</b>	<b>50 505</b>	<b>24 620</b>
<b>TOTAL</b>	<b>113 247</b>	<b>110 776</b>

La trésorerie disponible diminue de -2 471 k€ en 2024, s'établissant à 110 776 k€ au 31 décembre.

Les placements s'établissent à 86 155 k€ à la fin de l'année contre 62 742 k€ en fin 2023.

Les disponibilités ont de fait baissé et s'élèvent à 24 620 k€.

LADAPT conserve ainsi des fonds disponibles pour assurer le financement de son BFR et, au travers des liquidités des supports utilisés, la possibilité de faire face à ses engagements à court et moyen termes (Investissements, provisions, projets...).

Au global, la trésorerie de LADAPT s'explique notamment par : des fonds propres, quasi fonds propres, emprunts et fonds dédiés liés à l'investissements finançant l'actif immobilisé existant et permettant un autofinancement de futurs projets : c'est le fond de roulement net global pour 118,20 M€ .

## **ANNEXE 5 : Variation des fonds propres**

<b>VARIATION DES FONDS PROPRES</b>								
(Montants en K€)	Situation au 31.12.2023	Augmentation périmètre		Affectation du résultat		Autres variations		Situation au 31.12.2024
		Total	dont générosité du public	Total	dont générosité du public	Total	dont générosité du public	
Fonds propres sans droit de reprise	20 942							20 942
Fonds propres avec droit de reprise	3 668							3 668
Ecart de réévaluation	1 239							1 239
Réserves	103 360			8 422		762		112 543
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	58 919			7 521		762		67 202
Report à nouveau	-29 517			-2 974		-762		-33 253
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-4 325			644		-519		-4 200
Excédent ou déficit de l'exercice	5 448			-5 448		10 458		10 458
<i>Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	8 166			-8 166		9 594		9 594
<b>Situation nette</b>	<b>105 140</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>10 458</b>	<b>-</b>	<b>115 597</b>
Subventions d'investissement	7 497					334		7 831
Provisions réglementées	10 691					166		10 856
<b>TOTAL</b>	<b>123 327</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>10 957</b>	<b>-</b>	<b>134 283</b>

Les fonds propres varient de + 10 957 k€ entre 2023 et 2024.

Les réserves enregistrent quant à elles une augmentation globale de 9 183 k€ (détail en annexe 6).

Le report à nouveau globalement déficitaire de - 33 253 k€ est en augmentation de - 3 736 k€, en raison des affectations de résultat et des autres variations. Les affectations de résultat N-2 apparaissent en "Autres variations".

L'excédent de l'exercice 2024 s'établit à + 10 957 k€ en augmentation de + 5 010 k€. La part du résultat revenant aux établissements médico-sociaux sous gestion contrôlée est en augmentation de + 1 428 k€ et celle revenant aux établissements de santé en augmentation de + 3 497 k€.

## ANNEXE 6 : Réserves

Capitaux propres	Montant net 31/12/2023	Augmentations 2024	Diminutions 2024	Montant net 31/12/2024
Réserves affectées à l'investissement	61 889	7 656	47	69 498
Réserves de trésorerie	10 302	266	6	10 562
Réserves de compensation des déficits d'exploitation	16 029	1 784	576	17 237
Réserves de compensation des charges d'amortissement	1 888	63	7	1 944
Autres réserves	13 252	74	24	13 302
<b>TOTAL RESERVES</b>	<b>103 360</b>	<b>9 844</b>	<b>660</b>	<b>112 543</b>

L'ensemble des réserves progresse de 9 183 k€ soit une variation de +8,88 % par rapport à l'an passé.

L'ensemble des affectations de résultats antérieurs a permis de doter ces réserves pour un montant total de 9 844 k€.

Près de 78 % des affectations de résultats ont été fléchées sur la réserve d'investissement et 18 % sur la réserve de Compensation des déficits.

Les affectations des différents résultats déficitaires antérieurs ont affecté la réserve de compensation des déficits pour un montant de 576 k€.

Le total des réserves atteint au 31/12/2024 un montant total de 112 543 k€ dont la répartition par régions et par nature est la suivante :

REGIONS	RESERVE INVESTISSEMENTS	TRESORERIE	COMPENSATION DEFICITS	COMPENSATION AMORTISSEMENT TS	AUTRES RESERVES	TOTAUX	%
AURA	10 079	1 629	2 671	0	1 356	15 734	189,65%
CVDL	5 171	1 413	1 801	293	389	9 068	109,31%
GRAND EST	12 044	1 516	480	830	495	15 365	185,20%
HDF	3 267	924	906	9	279	5 384	64,90%
IDF	16 383	1 327	3 087	50	726	21 573	260,03%
MEDITERRANEE	2 659	38	2 685	0	143	5 525	66,59%
NORMANDIE	8 470	1 891	3 354	0	632	14 348	172,95%
NOUVELLE AQUITAINE	4 684	537	643	555	1 102	7 521	90,66%
OUEST	6 134	810	1 611	206	966	9 727	117,25%
PANTIN	606	476	0	0	7 215	8 296	100,00%
<b>TOTAUX</b>	<b>69 498</b>	<b>10 562</b>	<b>17 237</b>	<b>1 944</b>	<b>13 302</b>	<b>112 543</b>	

Régions	Diminutions en K€	Augmentations en K€
AURA	77	970
CVDL	57	559
EST	7	867
HDF	62	978
IDF	240	3 269
MEDITERRANEE	0	915
NORMANDIE	45	963
NOUVELLE AQUITAINE	24	499
OUEST	148	781
PANTIN	0	42
<b>TOTAUX</b>	<b>660</b>	<b>9 844</b>

## **ANNEXE 7 : Subventions d'investissement**

<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</b>						
(Montants en K€)	Situation au 31.12.2023	Augmentation : Nouvelles subventions	Diminution : QP de subventions reprises au	Transfert : neutralisation subventions	Autres variations	Situation au 31.12.2024
Montant nominal	21 378	1 258	0	-2 583	253	20 306
Quotes-parts virées au résultat	-13 881	0	-1 177	2 583	0	-12 475
<b>Subventions d'investissement restantes à reprendre au résultat</b>	<b>7 497</b>	<b>1 258</b>	<b>-1 177</b>	<b>0</b>	<b>253</b>	<b>7 831</b>

Les subventions comptabilisées sur l'exercice sont destinées à assurer le financement d'actifs immobilisés.

Les 7 831 k€ de subventions inscrites au bilan au 31/12/2024 se décomposent en :

- 1 808 k€ affectées aux investissements financés par la taxe d'apprentissage
- 6 023 k€ affectées à la réalisation de projets immobiliers futurs ou déjà finalisés et aux financements des équipements des établissements.

Le solde des subventions fors taxe d'apprentissage de 6 023 k€ au 31/12/2024 comportent les montants significatifs suivants :

<b>Etablissement</b>	<b>Montant en K€</b>
Monéteau ESRP	1 370
Cenac SMR	820
Bayeux SMR	785
Amilly SMR	378
Evian ESRP	307
Lyon ESRP	270
Valence SMR	200
Lyon ESAT SOCIAL	137

Les subventions octroyées sur l'exercice représentent 1 258 k€ dont les versements les plus importants sont :

- 348 k€ de collecte de taxe d'apprentissage en 2024 (contre 542 k€ en 2023)
- 250 k€ de crédits octroyés par Klésia et Malakoff Humanis pour la rénovation de la résidence accueil « Gîte et amitié » de Bourges.

Le montant de la quote-part virée au résultat s'élève à 1 177 k€ et se décompose comme suit :

- 557 k€ qui portent sur la taxe d'apprentissage
- 620 k€ correspondant à l'amortissement de subventions d'équipements.

Le montant en autres variations correspond essentiellement au reclassement en fonds dédiés, lié au nouveau schéma d'écriture de centres de taxe d'apprentissage.

## **ANNEXE 8 : Provisions réglementées**

PROVISIONS REGLEMENTEES				
En K€	Situation au 31.12.2023	Augmentation	Diminution	Situation au 31.12.2024
Réserves de trésorerie	57	0	0	57
Renouvellement d'immobilisations	9 331	639	441	9 529
Plus-values nettes d'actif	1 012	1	32	981
Produits financiers ESMS	290	0	0	290
<b>Total</b>	<b>10 690</b>	<b>640</b>	<b>474</b>	<b>10 856</b>

Les provisions réglementées s'établissent à 10 856 k€ au 31/12/2024 : elles sont principalement constituées des provisions pour renouvellement d'immobilisations pour 9 529 k€ et des provisions réglementées pour plus-values nettes d'actif pour 981 k€.

Les provisions pour renouvellement d'immobilisations ne concernent que les établissements de santé de LADAPT et ont pour objectif de soutenir la politique de renouvellement des investissements de ces établissements.

Les nouvelles provisions de 639 k€ se rapportent, au projet d'agrandissement d'Amilly (290 k€ pour complément sur réaménagement/rénovation + accueil/parcours) et à la réhabilitation de Cénac (349 k€). Les reprises de provisions de 441 k€ viennent compenser les amortissements des immobilisations financées par ces provisions.

## ANNEXE 9 : Provisions pour risques et charges

### PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

(Montants en K€)	Situation au 31.12.2023	Augmentation			Diminution			Situation au 31.12.2024
		Dotation	Autres	Total	Reprise	Autres	Total	
Litiges	1 819	433		433	1 022	- 46	976	1 276
Risques divers	2 186	83	45	128	121	9	131	2 183
<b>Provisions pour risques</b>	<b>4 005</b>	<b>516</b>	<b>45</b>	<b>561</b>	<b>1 143</b>	<b>- 36</b>	<b>1 107</b>	<b>3 459</b>
Charges de personnel	-	-		-	-		-	-
Retraites	5 061	153		153	- 8		- 8	5 222
Grosses réparations	646	45		45	0		0	691
Charges diverses	4 403	317		317	153	36	189	4 531
<b>Provisions pour charges</b>	<b>10 110</b>	<b>516</b>	<b>-</b>	<b>516</b>	<b>145</b>	<b>36</b>	<b>182</b>	<b>10 444</b>
<b>TOTAL</b>	<b>14 115</b>	<b>1 032</b>	<b>45</b>	<b>1 077</b>	<b>1 289</b>	<b>-</b>	<b>1 289</b>	<b>13 903</b>

Entre 2023 et 2024, les provisions ont globalement diminuée de 212 k€. Le risque provisionné total s'établit à 13 903 k€. Les provisions pour risques représentent 25% (en diminution de 3 points par rapport à 2023) et les provisions pour charges représentent 75% du total des provisions pour risques et charges.

#### Provisions pour risque :

Le montant des litiges s'élève à 1 276 k€, soit une baisse de 543 k€ et est composé principalement de litiges salariés et prud'homaux. Parmi les risques divers provisionnés pour 2 183 k€, 1 511 k€ sont constitués pour faire face au risque du Colombier sur l'ensemble des dossiers concernés.

#### Provisions pour charges :

La provision pour indemnités de départ à la retraite représente 5 222 k€. Cela permet aux établissements de couvrir les indemnités à venir sur les 10 prochaines années. La provision est en augmentation de 161 k€ par rapport à l'année précédente, notamment en lien avec la baisse du taux d'actualisation.

Les provisions pour grosses réparations s'élèvent à 691 k€ dont 119 k€ pour le CMPR Normandie, 330 k€ pour l'ESAT Centre et 132 k€ pour les Résidences Accueil Centre.

Les provisions pour charges diverses représentent 4 531 k€ parmi lesquelles 2 633 k€ pour faire face aux rappels de loyers du Colombier.

Un complément de provision de 60 k€ a été constitué pour compléter la provision relative à l'IME dans le cadre du dossier du Colombier, qui trouve son dénouement dans la signature d'une convention de séquestre d'un montant de 3 111 k€ en date du 14 mars 2025.

## ANNEXE 10 : Fonds dédiés

(Montants en K€)	Situation au 31.12.2023	Report	Utilisation	Transfert	Situation au 31.12.2024
<b>Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS - investissement</b>	<b>17 174</b>	<b>564</b>	<b>924</b>	<b>8,67</b>	<b>16 823</b>
dont <i>Projet immobilier de Cambrai</i>	7 073	525	1		7 597
dont <i>Invest. de l'ITEM et du SESSAD de Trouy/Bourges</i>	2 225	3	130		2 098
dont <i>Achat bâtiment Paris Pajol</i>	1 325		70		1 255
dont <i>Investissements de l'ESRP de Sarcelles</i>	908		118		790
dont <i>Investissements sur les ESRP Lyon et Irigny</i>	981		45		936
dont <i>investissements ESRP Evian</i>	414		29		385
dont <i>investissements CMPP SESSAD Saint Ouen L'aumone</i>	453		45		408
dont <i>investissements SESSAD Andilly</i>	365		12		353
dont <i>investissements ESRP Peyrieu belvédère</i>	314	6	44		276
dont <i>investissements ESAT Soisy ss Mont</i>	192	26	1		217
dont <i>ESRP Normandie</i>	120				120
<b>Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS - exploitation</b>	<b>4 608</b>	<b>1 206</b>	<b>1 323</b>	<b>30,28</b>	<b>4 521</b>
dont <i>Equipe Mobile de Evry</i>	1 138	18	46		1 110
dont <i>ESRP de Lyon - Emploi Accompagné</i>	453	799	494		758
dont <i>SMATC de Bordeaux</i>	141	31	141		31
dont <i>Projet Péva FAM de Chinon</i>	150		31		119
<b>Subventions d'exploitation</b>	<b>11 325</b>	<b>1 536</b>	<b>1 947</b>	<b>2 866</b>	<b>13 779</b>
dont <i>CSSR de Valence (Loyers)</i>	4 546		546		4 000
dont <i>actions conventionnelles de Rennes (DEA)</i>	604		8		596
dont <i>ESAT de Chatillon (DEA)</i>	923		69		854
dont <i>actions conventionnelles de Cambrai (DEA)</i>	828	221			1 049
dont <i>ESRP de Sarcelles (DEA)</i>	523	122	15		630
dont <i>ESRP de Sarcelles (COVID)</i>	220				220
dont <i>ESAT Social de Paris (DEA)</i>	723	52			775
dont <i>Siège Pantin (ERASMUS)</i>	222	34	162		94
dont <i>ESRP de Lyon (DEA)</i>	473		350		123
dont <i>actions conventionnelles de Saint Saturnin (DEA)</i>	421	429	304		546
dont <i>appel à projet Communautés 360 (Evry équipe mobile)</i>	557	239			796
<b>Contributions financières d'autres organismes</b>	<b>1 668</b>	<b>10</b>	<b>98</b>	<b>-</b>	<b>1 580</b>
dont <i>MAS de Camblanes (pour ouverture de l'établissement)</i>	1 135		65		1 070
dont <i>CMPP &amp; UEROS de Cénac (Comité de soutien)</i>	409		27		382
<b>Ressources liées à la générosité du public</b>	<b>226</b>	<b>12</b>	<b>21</b>	<b>-</b>	<b>216</b>
<b>TOTAL</b>	<b>35 000</b>	<b>3 327</b>	<b>4 313</b>	<b>2 905</b>	<b>36 919</b>

Les fonds dédiés sont en augmentation de + 1 918 k€, soit une hausse de + 5,48 %.

Les principaux fonds dédiés sont les suivants :

- Fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification pour les investissements pour 16 823 k€. Ces fonds dédiés sont constitués à la fois de projets futurs comme la réhabilitation / reconstruction du site de Cambrai pour 7 597 k€. Il est également à noter les projets immobiliers déjà en cours pour lesquels les dotations sont déjà constituées et désormais régulièrement reprises comme notamment le projet immobilier de Trouy et le site de Paris Pajol dont les fonds dédiés s'élèvent respectivement à 2 098 k€ et 1 255 k€.
- Fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification pour exploitation pour 4 521 k€. Les principaux fonds dédiés concernent l'équipe mobile sur Evry pour un montant de 1 110 k€ et le Dispositif Emploi Accompagné sur Lyon pour 758 k€.
- Fonds dédiés sur subventions d'exploitation de 13 779 k€ Un fonds dédié d'un montant de 4 000 k€ finance les loyers suite au déménagement de l'établissement SSR de Valence dans les nouveaux locaux.

Le montant de 2 905 k€ figurant en "Transfert" correspond notamment à l'impact du nouveau schéma d'écriture de la taxe d'apprentissage non encore utilisée venant alimenter les fonds dédiés (+ 2 902 k€).

## **ANNEXE 11 : Etat des échéances et des dettes**

### **ETAT DES ECHEANCES DES DETTES**

(Montants en k€)	Situation au 31.12.2024	ECHEANCES		
		jusqu'à 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans
<b>Dettes financières :</b>	<b>27 055</b>	<b>2 951</b>	<b>10 148</b>	<b>13 956</b>
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	27 055	2 951	10 148	13 956
Concours bancaires	0			
<b>Autres dettes :</b>	<b>47 720</b>	<b>47 720</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dettes fournisseurs	11 293	11 293		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 417	1 417		
Personnel et comptes rattachés	10 548	10 548		
Organismes sociaux et comptes rattachés	14 766	14 766		
Etat et autres collectivités publiques	2 182	2 182		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	686	686		
Autres dettes	2 532	2 532		
Produits constatés d'avance	4 295	4 295		
<b>TOTAL</b>	<b>74 774</b>	<b>50 671</b>	<b>10 148</b>	<b>13 956</b>

L'ensemble des dettes financières et d'exploitation sont en recul en 2024 de près de 3,8 M€ passant de 78 582 k€ en 2023 à 74 774 k€ au 31.12.2024 : le poste emprunt diminue de près de 1,5M€ et les dettes d'exploitation globalement de près de 2,3 M€.

#### Emprunts

Cinq emprunts sont arrivés à échéance concernant la Normandie et la Région Est.

Souscription pour 2,3 M€ pour deux nouveaux emprunts concernant la région Centre et la région Nouvelle Aquitaine.

Remboursements des échéances d'emprunts en 2024 : 2 765 k€.

Plusieurs autres emprunts arriveront à échéances dans les 5 prochaines années, entraînant une baisse des dettes à plus de 5 ans et de fait, une capacité d'emprunt à venir.

## **ANNEXE 12 : Charges à payer**

<b>Charges à payer</b>	<b>Montant net 31/12/2023</b>	<b>Montant net 31/12/2024</b>
Intérêts courus sur emprunts	86	72
Fournisseurs factures non parvenues	2 622	2 509
Personnel, Congés à payer	9 445	9 215
Personnel, autres charges à payer	453	933
Charges sociales sur congés à payer	5 045	4 934
Organismes sociaux, charges à payer	474	392
Charges fiscales sur congés à payer	1	1
Autres charges Etat, Impôts et Taxes à payer	300	893
Autres charges à payer	536	298
<b>TOTAL</b>	<b>18 961</b>	<b>19 248</b>

Le montant des charges à payer au 31/12/2024 s'élève à 19 248 k€. Il est en augmentation de 287 k€ par rapport à l'année 2023.

### Personnel, autres charges à payer :

Les dotations obtenues en 2024 dans le cadre du financement des mesures « Guérini » ont fait l'objet d'une provision pour un montant total de 365 k€ en l'attente de la mise en application de cette mesure en 2025.

### Autres charges Etat, Impôts et Taxes à payer :

En hausse de +593 k€ par rapport à 2023, relatif à l'IS sur les produits financiers.

### Autres charges à payer :

La neutralisation des opérations établissements-siège pour l'effort de construction (CILGERE), les Frais TA et les frais ACO se solde par une diminution des charges à payer de 237 k€ sur 2024.

## **Informations relatives au compte de résultat**

## ANNEXE 13 : Ressources

### DECOMPOSITION DES RESSOURCES PAR SECTEUR D'ACTIVITE

	TOTAL			Sanitaire			Medico-social			Gestion Propre		
(Montants En k€)	2023	2024	Variation	2023	2024	Variation	2023	2024	Variation	2023	2024	Variation
Cotisations	12	14	14%	-	0	-	-	0	-	12	14	14%
Ventes de produits, prestations de service	25 069	25 458	2%	5 013	5 772	15%	8 153	8 303	2%	11 902	11 383	-4%
Concours publics	215 284	225 311	5%	77 754	83 092	7%	137 529	142 219	3%	-	0	-
Subventions	10 181	10 518	3%	529	471	-11%	3 662	3 666	0%	5 990	6 381	7%
Produits liés à la générosité du public et contributions financières	541	907	68%	31	7	-78%	292	304	4%	218	596	173%
Autres Produits	15 232	16 194	6%	963	1 694	76%	12 966	13 524	4%	1 303	976	-25%
dont complément rémunération TH	11 044	11 126	1%	-	0	-	11 044	11 126	1%	-	0	-
dont indemnités arrêts maladie	1 551	1 699	10%	467	543	16%	966	1 052	9%	119	104	-12%
dont autres (contrats aidés, personnel affecté...)	2 637	3 369	28%	496	1 150	132%	956	1 347	41%	1 185	872	-26%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>266 319</b>	<b>278 403</b>	<b>4,5%</b>	<b>84 291</b>	<b>91 036</b>	<b>8,0%</b>	<b>162 601</b>	<b>168 017</b>	<b>3,3%</b>	<b>19 427</b>	<b>19 350</b>	<b>-0,4%</b>

Les produits d'exploitation, qui augmentent de +4,5% par rapport à 2023, se composent :

- à 81% de concours publics
- à 9% de ventes de produits et prestations de services
- à 4% de subventions
- à 6% d'autres produits, incluant notamment les compléments de rémunération des travailleurs handicapés d'ESAT.

Cette augmentation de + 4,5%, soit + 12 084 k€

- concerne le secteur Sanitaire pour + 6 745 k€. L'année 2024 se caractérise par la mise en place du financement à l'acte, mutation étalée sur 5ans via une dotation de transition afin d'équilibrer les établissements perdants à l'issue de cette réforme
- concerne le secteur Médico-social pour + 5 416 k€ .

## **ANNEXE 13 bis : décomposition des concours publics et subventions d'exploitation par financeur**

### **DECOMPOSITION DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATION PAR FINANCEUR**

(Montants En k€)	ARS	CD	Autres financeurs	TOTAL
Concours publics	187 209	30 618	7 484	225 311
Subvention d'exploitation	4 535	502	5 482	10 518
<b>TOTAL</b>	<b>191 743</b>	<b>31 120</b>	<b>12 966</b>	<b>235 829</b>
TOTAL N-1	184 703	28 683	12 078	225 465

Compte tenu de l'activité de nos établissements, les ARS et Conseils Départementaux représentent la majeure partie de nos concours publics et financements (respectivement 82%, et 13%).

Les autres financeurs, incluant le reste à charge des bénéficiaires (Conseils régionaux, AGEFIPH, DREETS, etc...) représentent 5% des produits.

L'augmentation globale des financements (+4,3% par rapport à 2023) concerne principalement les ARS et Conseils Départementaux.

### **DECOMPOSITION DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATION PAR REGION DE LADAPT**

(Montants En k€)	Concours publics	Subventions d'exploitation	TOTAL
<b>AURA</b>	32 075	1 675	<b>33 750</b>
<b>CENTRE - VAL DE LOIRE</b>	24 424	562	<b>24 986</b>
<b>EST</b>	16 125	584	<b>16 709</b>
<b>HAUTS DE FRANCE</b>	24 504	1 226	<b>25 730</b>
<b>ILE DE France</b>	52 612	2 705	<b>55 317</b>
<b>MEDITERRANEE</b>	4 424	68	<b>4 492</b>
<b>NORMANDIE</b>	32 877	1 471	<b>34 348</b>
<b>NOUVELLE AQUITAINE</b>	26 046	160	<b>26 206</b>
<b>OUEST</b>	12 224	1 982	<b>14 206</b>
<b>PANTIN</b>	-	86	<b>86</b>
<b>TOTAL</b>	<b>225 311</b>	<b>10 518</b>	<b>235 829</b>

La décomposition de ces financements par région correspond à l'implantation de nos établissements.

L'Ile de France représente 24% des financements, la Normandie 15%, et la région Auvergne Rhône Alpes 11%.

## ANNEXE 13 ter : Autres informations sur le compte de résultat

### RESULTAT EXCEPTIONNEL

En k€	Situation au 31.12.2023	Situation au 31.12.2024
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>4 327</b>	<b>3 541</b>
Sur opérations de gestion	1 456	1 815
Sur opérations en capital	2 518	1 252
Reprises sur provisions, dépréciations et transfert de charge	353	474
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>2 596</b>	<b>1 161</b>
Sur opérations de gestion	710	436
Sur opérations en capital	458	77
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	1 428	648
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>1 730</b>	<b>2 380</b>

#### Produits exceptionnels :

Le montant des produits exceptionnels s'élève à 3 541 k€ pour l'exercice 2024 versus 4 327 k€ pour l'exercice 2023 (2023 s'expliquait principalement par la cession du bâtiment des Baumes). Aucune cession immobilière en 2024.

Les éléments significatifs des produits exceptionnels pour 2024 sont :

- La dotation Phase 4 sur le secteur Sanitaire concernant l'année 2023, notifiée en 2024 pour 1 112 k€ (dont 532 k€ SMR de Valence et 196 k€ Thionville)
- Des quotes-parts de subventions virées au résultat pour 1 177 k€ (1 788 k€ en 2023).

#### Charges exceptionnelles

La diminution (- 1437 k€) des charges exceptionnelles entre 2023 et 2024 est due notamment à une diminution importante des dotations aux provisions d'investissement sur des établissements Sanitaire entre 2024 et 2023 comme Cambrai - 400 k€ et Amilly - 315 k€.

#### Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est excédentaire à hauteur de 2 380 k€ contre 1 730 k€ l'année dernière. Le résultat exceptionnel 2024 provient pour 1 000 k€ d'opérations liées à la gestion des investissements (similaire à l'an dernier) et pour 1 243 k€ d'opérations liées à l'exploitation des établissements (contre 727 k€ en 2023).

### TRANSFERT DE CHARGES

En k€	Situation au 31.12.2023	Situation au 31.12.2024
<b>Transfert de charges</b>	<b>770</b>	<b>492</b>

## **ANNEXE 14 : Contributions volontaires en nature**

<b>Contributions Volontaires en nature</b>	<b>Montant net 31/12/2023</b>	<b>Montant net 31/12/2024</b>
--------------------------------------------	-----------------------------------	-----------------------------------

<b>Contributions volontaire en nature reçues</b>		
Dons en Nature	291	388
Prestations en Nature	0	3
Bénévolat	317	141
<b>TOTAL</b>	<b>608</b>	<b>531</b>

### **Etat séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger**

<b>Etat du contributeur</b>	<b>Montant total des avantages et des ressources</b>
Suisse	180 €

La version détaillée de l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger que l'association doit établir en application de l'article 434-4 du règlement ANC n° 2022-04 du 30 juin 2022 modifiant le règlement ANC n° 2018-06 est mise à disposition du public

- Au siège de l'association situé 14 rue Scandicci – 93500 Pantin cedex
- Et sur le site internet de l'association

## **ANNEXE 15 : Engagements hors bilan relatifs aux crédits-baux et locations longue durée**

### Etat des engagements hors bilan

(Montants en k€)	Redevances payées			Redevances restant à payer			
	A l'ouverture 2024	Payées 2024	Cumulées au 31/12/24	< à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	TOTAL
Crédit-Bail	40 248	2 359	42 608	2 328	9 090	24 982	36 400
Location longue durée	5 324	2 200	7 523	2 190	6 721	8 669	17 581
<b>TOTAL</b>	<b>45 572</b>	<b>4 559</b>	<b>50 131</b>	<b>4 518</b>	<b>15 811</b>	<b>33 651</b>	<b>53 980</b>

Le montant des redevances payées en 2024 (contrats en cours au 01/01/24 et les nouveaux contrats 2024), à hauteur de 4 559 k€, fait apparaître deux crédits-baux importants (47% du total des redevances payées en 2024 et 67% des redevances restantes à payer) :

- Redevance annuelle en crédit-bail de 1 459 k€ pour le bâtiment de Châtillon (reste à payer de 25 195 k€)
- Redevance annuelle en crédit-bail de 683 k€ pour le bâtiment de Lyon (reste à payer de 10 813 k€).

Les redevances à plus de 5 ans s'élèvent à 33 651 k€, principalement constituées :

- du reste à payer sur le bâtiment de Châtillon pour 17 581 k€
- du reste à payer sur le bâtiment de Lyon pour 7 401 k€

## Annexe 16 : Hypothèques

### ANNEXE N°16

#### ETAT des HYPOTHEQUES

(Montants en K€)

<b>VIRAZEIL</b>	<b>Capital restant dû au 31/12/2024 (emprunt) =</b>	<b>277 K€</b>
1. Promesse hypothécaire (1e rang) au profit du <b>CREDIT COOPERATIF</b> de : 610K€ 2. Engagement à signer une affectation hypothécaire au profit de <b>DEXIA</b> , à sa 1ère demande, de : 1 730 K€ (engagements pris sur 50% des montants empruntés)		
<b>THIONVILLE</b>	<b>Capital restant dû au 31/12/2024 (emprunt) =</b>	<b>126 K€</b>
1. Prénottation hypothécaire au profit de la <b>commune de Thionville</b> pour le prêt de <b>SFIL (Ex DEXIA)</b> de : 1 054 K€		
<b>TROUY</b>	<b>Capital restant dû au 31/12/2024 (emprunt) =</b>	<b>230 K€</b>
1. Hypothèque de 1e rang au profit du <b>CREDIT COOPERATIF</b> de : 3 900 K€* * L'ADAPT a reçu de la part du crédit coopératif un engagement envers la caisse des dépôts pour 100% de l'emprunt		
<b>CENAC</b>	<b>Capital restant dû au 31/12/2024 (emprunt) =</b>	<b>2 313 K€</b>
1. Hypothèque de 1e rang au profit du <b>CREDIT COOPERATIF</b> de : 2 500 K€ (engagement pris sur 50% du montant emprunté)		
<b>BRIASTRE</b>	<b>Capital restant dû au 31/12/2024 (emprunt) =</b>	<b>134 K€</b>
1. Hypothèque de 1e rang au profit du <b>CREDIT MUTUEL</b> de : 500 K€		
<b>BOURGES</b>	<b>Capital restant dû au 31/12/2024 (emprunt) =</b>	<b>551 K€</b>
1. Hypothèque légale du prêteur de deniers de 1e rang au profit de la <b>Société Générale</b> de : 567 K€		

**Annexe 16 bis : Fonds reportés liés aux legs et donations**  
**et impacts sur le résultat**

<b>FONDS REPORTES LIES AUX LEGS ET DONATIONS</b>
--------------------------------------------------

(Montants en k€)	Situation au 31.12.2023	Augmentation	Diminution ou consommation	Situation au 31.12.2024
Dons Valence	19			19
<b>TOTAL</b>	19	0	0	19

## Annexe 17 : Les principales données sociales

### PRINCIPALES DONNEES SOCIALES

#### LES EFFECTIFS AU 31/12/2024

→ Les effectifs de LADAPT (*hors personnel détaché de l'Education Nationale*) se répartissent comme suit :

- **En nombre de personnes**

	Femmes	Hommes	TOTAL
CDI	2 519	578	3 097
CDD	266	63	329
<i>Sous total Salariés</i>	<i>2 785</i>	<i>641</i>	<i>3 426</i>
ESAT	395	671	1 066
<b>Total</b>	<b>3 180</b>	<b>1 312</b>	<b>4 492</b>

- **En ETP (équivalent temps plein)**

	Femmes	Hommes	TOTAL
CDI	2 278,7	533,4	2 812,1
CDD	231,8	56,1	288,0
<i>Sous total Salariés</i>	<i>2 510,5</i>	<i>589,6</i>	<i>3 100,1</i>
ESAT	296,7	507,3	804,0
<b>Total</b>	<b>2 807,2</b>	<b>1 096,8</b>	<b>3 904,1</b>

#### LES VARIATIONS D'EFFECTIFS 2024 / 2023

	Femmes	Hommes	TOTAL	%
CDI	83	21	104	3,5%
CDD	13	13	26	8,6%
<i>S/T</i>	<i>96</i>	<i>34</i>	<i>130</i>	<i>3,8%</i>
ESAT	-9	-11	-20	-1,8%
<b>Total</b>	<b>87</b>	<b>23</b>	<b>110</b>	<b>2,5%</b>

0,81

	Femmes	Hommes	TOTAL	%
CDI	85	20	105,2	3,9%
CDD	8	10	18,2	6,7%
<i>Sous total Salariés</i>	<i>93,9</i>	<i>29,4</i>	<i>123,3</i>	<i>4,1%</i>
ESAT	-3	-10	-13,3	-1,6%
<b>Total</b>	<b>90,8</b>	<b>19,2</b>	<b>110,0</b>	<b>2,8%</b>

Au 31/12/2024, l'effectif se répartit à raison de :

- En nombre de personnes :

- ✓ 3 097 CDI (2 519 femmes et 578 hommes)
- ✓ 329 CDD (266 femmes et 63 hommes)
- ✓ 1 066 usagers d'ESAT (395 femmes et 671 hommes)

Soit un total de 4 492 personnes inscrites à l'effectif de LADAPT au 31/12/2024.

- En ETP :

- ✓ 2 812 CDI (2 279 femmes et 533 hommes)
- ✓ 288 CDD (232 femmes et 56 hommes)
- ✓ 804 usagers d'ESAT (297 femmes et 507 hommes)

Soit un total de 3 904 ETP inscrits à l'effectif de LADAPT au 31/12/2024.

En moyenne annuelle :

- ✓ 4 460 personnes
- ✓ 3 866 ETP

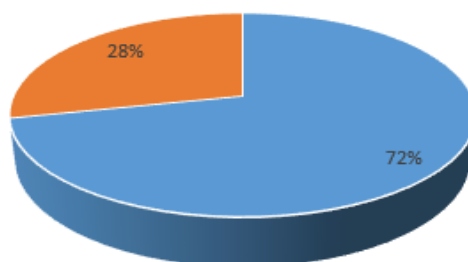
Au 31/12/2024, la répartition des CDI en nombre de personnes entre les temps pleins et temps partiels est la suivante :

✓ 2 229 Temps plein (dont 1 761 femmes et 468 hommes)

✓ 868 Temps partiels (dont 758 femmes et 110 hommes)

Soit un total de 3 097 personnes inscrites en CDI à l'effectif de LADAPT au 31/12/2024.

REPARTITION TEMPS PLEIN / TEMPS  
PARTIEL



■ CDI temps plein ■ CDI temps partiel

**Faits Marquants :**

Les effectifs ont augmenté en raison de la croissance des activités (+2 établissements : SMR La Paloumère + Dispositif autodetermination), et des postes vacants pourvus en CDI.

Les personnels ESAT restent stable par rapport à 2023

Les contrats sont majoritairement des CDI (90% des effectifs)

Les équipes sont composées globalement de femmes ( 81%), similaire à 2023

Les frais de personnel enregistrent une augmentation de 4,8 M€ (+2,9%)

Ceci est la conséquence de l'augmentation des effectif hors TH (+3,9%).

La somme des 3 plus fortes rémunérations de LADAPT représente : 515 994 € brut.

**Autres informations**

Les honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat s'élèvent pour l'exercice 2024 à 138 381 € TTC:

- 128 349 € au titre du contrôle légal des comptes
- 10 032 € au titre des Services Autres que la Certification des Comptes (SACC).

## *Annexe 18 : Compte d'emploi des ressources*

### *Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public*

LADAPT fait appel public à la générosité au regard de l'article 3 de la loi du 7 août 1991.

Dans ce cadre, sont présentés ci-dessous

- ✓ Un compte de résultat par origine et destination défini à l'article 432-2 (dit CROD) ;
- ✓ Un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public conformément à la loi n° 91-772 du 7 août 1991 défini à l'article 432-17 (dit CER) ;
- ✓ Les informations nécessaires à leur bonne compréhension.

Les règles de gestion et d'établissement des tableaux sont décrites dans les paragraphes ci-après constituant l'annexe du CER. Elles ont fait l'objet de décision en conseil d'administration.

Les différents tableaux sont présentés en milliers d'€.

### *Définition des missions sociales*

Conformément à ses statuts, LADAPT a pour objet :

- ✓ D'inspirer et de susciter les réformes de structures sociales et de soutenir toute initiative destinée à favoriser l'insertion sociale et professionnelle, des personnes (enfants ou adultes) malades, handicapées ou en grandes difficultés d'insertion ;
- ✓ De créer et d'administrer toute structure susceptible de favoriser cette action ;
- ✓ De soutenir l'étude et la recherche concernant tous les problèmes de réadaptation et d'insertion sociale professionnelle ;
- ✓ De lutter contre toutes les formes de discrimination en raison du handicap ou d'un état de santé dans tous les domaines de la vie sociale et professionnelle.

Les missions sociales se déclinent précisément afin de pouvoir en rendre compte aux donateurs.

Elles sont regroupées dans les actions suivantes :

- ✓ Accompagner
- ✓ Eduquer
- ✓ Soigner
- ✓ Insérer
- ✓ Former
- ✓ Interpeler et sensibiliser

### *Répartition des produits par origine*

1) Les ressources financières issues de la générosité publique se composent :

- ✓ Des cotisations sans contrepartie perçues auprès des adhérents
- ✓ Des dons collectés auprès des particuliers, qu'ils soient affectés ou non affectés. Ils comprennent les éventuels produits reçus des ventes de dons en nature.
- ✓ Du mécénat d'entreprise, qu'il soit affecté ou non affecté
- ✓ Des legs et donations, qu'ils soient affectés ou non affectés

- 2) D'autres produits tels que la quote-part de générosité reçue d'autres organismes, les revenus générés par les actifs issus de la générosité du public (les redevances d'actifs incorporels, les loyers, les produits financiers, les plus ou moins-values de cessions de ces actifs à l'exclusion des plus ou moins-values relatives aux biens reçus par legs ou donation destinés à être cédés).
- 3) Les produits non liés à la générosité du public se composent :
- ✓ Des parrainages des entreprises
  - ✓ Des contributions financières sans contrepartie. Ce sont les contributions financières reçues d'autres entités.
  - ✓ D'autres produits tels que les ventes de marchandises et de prestations de services (notamment les prestations de services aux usagers, les ventes des ESAT), les revenus des actifs non issus de la générosité du public, les loyers, les remboursements de frais de personnels ou de frais de formation, les produits financiers ou les plus ou moins-values de cession d'actifs.
- 4) Les subventions et autres concours publics comprennent les produits de la tarification, les dotations, les subventions, les aides aux postes, les actions conventionnelles (à l'exception de ceux du Service Entreprise) et les quotes parts de reprise au compte de résultat des subventions d'investissement.  
Ils ne sont pas considérés comme des ressources issues de la générosité du public.
- 5) Les reprises sur provisions et dépréciations concernent les provisions réglementées, les provisions pour risques et charges et les dépréciations constatées sur les immobilisations ou actifs circulants.  
La quote part afférente aux biens reçus par legs ou donations est identifiée dans la colonne dédiée. Il s'agit des reprises de provisions pour charges sur legs ou donations et des reprises pour dépréciation des actifs reçus par legs ou donations.
- 6) L'utilisation des fonds dédiés antérieurs concernent les fonds dédiés de toute nature : sur concours publics, sur subvention d'exploitation, sur contributions financières, ou sur ressources liées à la générosité du public.  
La quote part afférente aux biens reçus par legs ou donations est identifiée dans la colonne dédiée.

## *Affectation des charges aux rubriques du compte d'emploi des ressources*

Les charges sont présentées par destination selon 6 rubriques :

- ✓ Missions sociales,
- ✓ Frais de recherche de fonds,
- ✓ Frais de fonctionnement,
- ✓ Dotations aux provisions et dépréciations,
- ✓ Impôts sur les bénéfices,
- ✓ Reports en fonds dédiés de l'exercice.

Par principe, les coûts affectés aux missions sociales représentent l'ensemble des coûts directs et indirects qui disparaîtrait si la mission sociale n'était pas réalisée.

### 1) Les coûts des missions sociales :

- ✓ Ils sont constitués des coûts de l'ensemble des établissements gérés par l'association, ainsi que des coûts du siège de Pantin liés à la mission « Interpeller et Sensibiliser » directs ou identifiés au moyen de clés de répartition appliquées en fonction de la nature des charges engagées et des actions menées, ainsi que des charges relatives aux salariés impliqués dans ces missions (y compris charges employeurs et coûts de structure y afférent répartis au prorata du temps affecté).
- ✓ Les missions sociales sont réalisées en France essentiellement, mais quelques actions sont réalisées sur le territoire Européen dans le cadre des actions réalisées en faveur de l'emploi des personnes en situation de handicap.
- ✓ Les charges affectées aux missions sociales, relatives aux établissements sanitaires ou médico-sociaux, ne sont pas considérées comme finançables par les ressources issues de la générosité du public. Par différence, les charges affectées aux missions sociales, relatives aux établissements sous gestion propre de l'association (notamment

Actions conventionnelles, Association, Service Entreprise) sont considérées comme finançables par les ressources issues de la générosité du public, dans la limite des ressources collectées.

- 2) Les frais de recherche de fonds (privés ou publics) sont composés de :
- ✓ La masse salariale des salariés du siège social de Pantin dédiés à la recherche de fonds, y compris les coûts de structure y afférent répartis au prorata du temps affecté,
  - ✓ Des dépenses dédiées à la recherche de fonds directement ou indirectement, en fonction de la nature des charges engagées et des actions menées.
  - ✓ Les charges affectées à la recherche de fond sont considérées comme finançables par les ressources issues de la générosité du public, dans la limite des ressources collectées.
  - ✓
- 3) Les frais de fonctionnement comprennent :
- ✓ Des frais du Siège au sens de l'autorisation des frais de siège obtenue par LADAPT dans le cadre de ses activités réglementées (correspondant au dispositif législatif prévu au chapitre VI de l'article L.314-7 du CASF), correspondant aux services liés à la gestion, accompagnement et conseil aux établissements ; ceci inclut l'ensemble des coûts relatif au personnel du siège de Pantin (Masse salariale, charges employeurs et coûts de structure y afférent).
  - ✓ Des coûts de personnel des fonctions supports de Pantin (hors quote-part des frais de personnel identifié dans la partie « autorisation de frais de siège », y compris les charges employeur), auxquels sont affectés les coûts de structure et de fonctionnement répartis en fonction du code analytique ;
  - ✓ Des coûts de réunions d'instances et de communication institutionnelle ;
  - ✓ Des autres dépenses qui ne concourent ni aux missions sociales ni à la recherche de fonds.
  - ✓ Les charges affectées aux frais de fonctionnement, relatives au Siège social tel qu'autorisé par le CASF, ne sont pas considérées comme finançables par les ressources issues de la générosité du public. Par différence, les charges affectées aux frais de fonctionnement, relatives aux autres services de Pantin que celui du siège social tel qu'autorisé par le CASF, sont considérées comme finançables par les ressources issues de la générosité du public, dans la limite des ressources collectées.
- 4) Les dotations aux provisions et dépréciations concernent les provisions réglementées, les provisions pour risques et charges ainsi que les dépréciations constatées sur les immobilisations ou actifs circulants.  
La quote part afférente aux biens reçus par legs ou donations est identifiée dans la colonne dédiée. Il s'agit des dotations aux provisions pour charges sur legs ou donations et des dotations pour dépréciation des actifs reçus par legs ou donations.
- 5) L'impôt sur les bénéfices n'est pas considéré comme finançable par les ressources issues de la générosité du public.
- 6) Les reports en fonds dédiés de l'exercice concernent les fonds dédiés de toute nature : sur concours publics, sur subventions d'exploitation, sur contributions financières, ou sur ressources liées à la générosité du public.  
La quote part afférente aux biens reçus par legs ou donations est identifiée dans la colonne dédiée.

### ***Contributions volontaires en nature : Répartition des produits par origine et affectation des charges par destination aux rubriques du compte d'emploi des ressources***

Les contributions volontaires en nature sont présentées à l'annexe 14 des présents états financiers. Elle présente notamment leur valorisation et leur répartition par nature (bénévolat, prestations en nature, dons en nature).

Comme les produits, les contributions volontaires en nature reçues sont présentées dans le compte emploi des ressources en fonction de leur origine : liées à la générosité du public, non liées à la générosité du public ou concours publics.

Comme les charges, l'utilisation de ces contributions volontaires en nature est affectée en fonction de leur destination : missions sociales, recherche de fond, fonctionnement.

## ***Financement des emplois par les ressources issues de la générosité du public***

Les ressources affectées par les financeurs et donateurs (subventions, ressources issues de la générosité du public) financent les emplois pour lesquels elles ont été octroyées.

Les ressources issues de l'appel public à la générosité non affectées financent par ordre de priorité les emplois suivants :

- ✓ Frais d'appel des fonds ;
- ✓ Frais de fonctionnement ;
- ✓ Missions sociales.

## ***Fonds dédiés liés à la générosité publique***

Le tableau de variation des fonds dédiés est présenté à l'annexe 10 des présents états financiers. Il présente notamment le montant des fonds dédiés liés à la générosité du public en début et en fin d'exercice, ainsi que les variations de l'année.

Celui des fonds reportés est présenté en annexe 16 Bis des présents états financiers.

## ***Les immobilisations***

Les immobilisations acquises par LADAPT ne sont pas financées sur les ressources issues de la générosité du public.

<b>FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC (en K€)</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
<b>EN DEBUT D'EXERCICE</b>	<b>226</b>	<b>205</b>
<b>(-) UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS</b>	<b>-21</b>	<b>-17</b>
<b>(+) REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE</b>	<b>12</b>	<b>37</b>
<b>EN FIN D'EXERCICE</b>	<b>216</b>	<b>226</b>

## **1ERS TABLEAUX : RAPPROCHEMENT ENTRE LES CHARGES DU COMPTE DE RESULTAT ET LES RUBRIQUES DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION**

Tableau de rapprochement entre les charges du compte de résultat et les rubriques du compte de résultat par origine et destination (colonne 1 du CROD) (en k€)

	Missions sociales				Frais recherche de fonds		Frais de fonctionne ment	Dotation provisions et dépréciatio ns	Impôt sur les bénéfices	Reports en fonds dédiés	TOTAL COMPTE DE RESULTAT	Valeurs nettes comptables	
	Réalisées en France		Réalisées à l'étranger									des éléments d'actifs	
	par l'organisme	Versement à d'autres organismes	par l'organisme	Versement à d'autres organismes	Générosité du public (GP)	Autres ressources						Autres produits liés à la GP	Autres produits non liés à la GP
Achats de marchandises	2 176		-		-		-				2 176		
Variation de stock	-42		-		-		-				-42		
Autres achats et charges externes	69 524		137		107		2 424				72 191		
Aides financières	13		-		-		-				13		
Impôts, taxes et versements assimilés	15 190		-		35		688				15 913		
Salaires et traitements	117 365		27		141		4 287				121 820		
Charges sociales	48 988		16		61		2 456				51 521		
Dotations aux amortissements et dépréciations	9 607		-		8		229	230			10 074		
Dotations aux provisions								1 092			1 092		
Reports en fonds dédiés										3 327	3 327		
Autres charges	328		-		-		17				345		
Charges financières	619		-		-		-	-			619		
Charges exceptionnelles	480		-		13		26	642			1 161	-	77
Participations des salariés aux résultats	-		-		-		-				-		
Impôts sur les bénéfices	-								516		516		
Total	264 248	-	180	-	364	0	10 127	1 964	516	3 327	280 726	-	77

Tableau de rapprochement entre les contributions volontaires du compte de résultat et du compte de résultat par origine et destination (colonne 1 du CROD) (en k€)

	Missions sociales		Frais recherche de fonds	Frais de fonctionnement	TOTAL COMPTE DE RESULTAT
	Réalisées en France	Réalisées à l'étranger			
Secours en nature	-	-	-	-	-
Mises à disposition gratuite de biens	3	-	-	-	3
Prestations en nature	388	-	-	-	388
Personnel bénévole	141	-	-	-	141
<b>TOTAL</b>	<b>531</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>531</b>

## 2EMES TABLEAUX : COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD)

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION (en K€)	EXERCICE 31/12/2024		EXERCICE 31/12/2023	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
<b>PRODUITS PAR ORIGINE</b>				
<b>1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>	<b>196</b>	<b>196</b>	<b>306</b>	<b>306</b>
1.1 Cotisations sans contrepartie	14	14	12	12
1.2 Dons, legs et mécénat	181	181	293	293
- Dons manuels non affectés	84	84	49	49
- Dons manuels affectés	47	47	187	187
- Legs, donations et assurances-vie	-	-	2	2
- Mécénat	51	51	56	56
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	1	1	1	1
<b>2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>	<b>28 034</b>		<b>27 997</b>	
2.1 Cotisations avec contrepartie	-		-	
2.2 Parrainage des entreprises	-		-	
2.3 Contributions financières sans contrepartie	733		246	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	27 301		27 751	
<b>3 - SUBVENTIONS &amp; AUTRES CONCOURS PUBLICS</b>	<b>256 610</b>		<b>246 239</b>	
<b>4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>	<b>2 031</b>	-	<b>1 207</b>	-
<b>5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS</b>	<b>4 313</b>	<b>21</b>	<b>4 745</b>	<b>32</b>
<b>TOTAL</b>	<b>291 184</b>	<b>217</b>	<b>280 493</b>	<b>338</b>
<b>CHARGES PAR DESTINATION</b>				
<b>1 - MISSIONS SOCIALES</b>	<b>264 428</b>	<b>107</b>	<b>255 616</b>	<b>173</b>
1.1. Réalisées en France	264 248	107	255 421	173
- Actions réalisées par l'organisme	264 248	107	255 421	173
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
1.2. Réalisées à l'étranger	180	-	195	-
- Actions réalisées par l'organisme	180	-	195	-
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
<b>2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS</b>	<b>364</b>	<b>98</b>	<b>205</b>	<b>113</b>
2.1. Frais d'appel à la générosité du public	364	98	205	113
2.2. Frais de recherche d'autres ressources				
<b>3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>10 127</b>	-	<b>9 628</b>	-
<b>4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>	<b>1 964</b>	-	<b>3 822</b>	-
<b>5 - IMPOT SUR LES BENEFICES</b>	<b>516</b>		<b>579</b>	
<b>6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE</b>	<b>3 327</b>	<b>12</b>	<b>5 196</b>	<b>52</b>
<b>TOTAL</b>	<b>280 726</b>	<b>217</b>	<b>275 046</b>	<b>338</b>
<b>EXCEDENT (+) OU DEFICIT (-)</b>	<b>10 458</b>	<b>-</b>	<b>5 448</b>	<b>-</b>

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (en K€)	EXERCICE 31/12/2024		EXERCICE 31/12/2023	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public

PRODUITS PAR ORIGINE				
<b>1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>	<b>531</b>	<b>531</b>	<b>608</b>	<b>608</b>
Bénévolat	141	141	317	317
Prestations en nature	388	388	291	291
Dons en nature	3	3	-	-
<b>2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>				
<b>3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE</b>	-		-	
Prestations en nature				
Dons en nature				
<b>TOTAL</b>	<b>531</b>	<b>531</b>	<b>608</b>	<b>608</b>

CHARGES PAR DESTINATION				
<b>1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES</b>	<b>531</b>	<b>531</b>	<b>608</b>	<b>608</b>
Réalisées en France	531	531	608	608
Réalisées à l'étranger				
<b>2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS</b>				
<b>3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT</b>				
<b>TOTAL</b>	<b>531</b>	<b>531</b>	<b>608</b>	<b>608</b>

### 3EME TABLEAU : COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC

EMPLOIS PAR DESTINATION (en K€)	EXERCICE 31/12/2024	EXERCICE 31/12/2023	RESSOURCES PAR ORIGINE (en K€)	EXERCICE 31/12/2024	EXERCICE 31/12/2023
<b>EMPLOIS DE L'EXERCICE</b>			<b>RESSOURCES DE L'EXERCICE</b>		
<b>1 - MISSIONS SOCIALES</b>	<b>107</b>	<b>173</b>	<b>1 - RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>	<b>196</b>	<b>306</b>
<b>1.1. Réalisées en France</b>	<b>107</b>	<b>173</b>	<b>1.1 Cotisations sans contrepartie</b>	<b>14</b>	<b>12</b>
- Actions réalisées directement	107	173	<b>1.2 Dons, legs et mécénat</b>	<b>181</b>	<b>293</b>
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	-	-	- Dons manuels non affectés	84	49
<b>1.2. Réalisées à l'étranger</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	- Dons manuels affectés	47	187
- Actions réalisées par l'organisme	-	-	- Legs, donations et assurances-vie	-	2
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	-	-	- Mécénat	51	56
<b>2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS</b>	<b>98</b>	<b>113</b>	<b>1.3 Autres produits liés à la générosité du public</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>2.1. Frais d'appel à la générosité du public</b>	<b>98</b>	<b>113</b>			
<b>2.2. Frais de recherche d'autres ressources</b>	<b>-</b>	<b>-</b>			
<b>3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>-</b>	<b>-</b>			
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>205</b>	<b>286</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>196</b>	<b>306</b>
<b>4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>5 - REPORTS EN FONDS DEBIES DE L'EXERCICE</b>	<b>12</b>	<b>52</b>	<b>3 - UTILISATIONS DES FONDS DEBIES ANTERIEURS</b>	<b>21</b>	<b>32</b>
<b>EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL</b>	<b>217</b>	<b>338</b>	<b>TOTAL</b>	<b>217</b>	<b>338</b>

<b>RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEBIES)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
(+) Excédent ou (-) Insuffisance de la générosité du public	-	-
(-) Investissements ou désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice		
<b>RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEBIES)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (en K€)	EXERCICE 31/12/2024	EXERCICE 31/12/2023		EXERCICE 31/12/2024	EXERCICE 31/12/2023
<b>EMPLOIS DE L'EXERCICE</b>			<b>RESSOURCES DE L'EXERCICE</b>		
<b>1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES</b>	<b>531</b>	<b>608</b>	<b>1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>	<b>531</b>	<b>608</b>
Réalises en France	531	608	Bénévolat	141	317
Réalises à l'étranger	-	-	Prestations en nature	388	291
<b>2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	Dons en nature	3	-
<b>3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT</b>	<b>-</b>	<b>-</b>			
<b>TOTAL</b>	<b>531</b>	<b>608</b>	<b>TOTAL</b>	<b>531</b>	<b>608</b>



Réf : BP/ KR/SA/LR

**EXTRAIT DE DE PV D'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE LADAPT  
DU JEUDI 26 JUIN 2025**

**L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ, le 26 juin à 10h15,**

Les membres de l'Assemblée Générale ordinaire de l'association LADAPT se sont réunis à l'adresse postale du siège de l'association, 21-23 rue des Ardennes, 75019 Paris, sur convocation du Président en date du 23 mai 2025 qui a été adressé individuellement par courrier simple suivant les dispositions des statuts.

L'assemblée s'est tenue sous la présidence de Monsieur Bruno POLLEZ, Président.

Sur les 810 membres de l'association convoqués, 192 ont voté par correspondance, 29 membres sont présents dont 12 ont voté directement ce jour.

Le Président a présenté l'ordre du jour de la séance :

- Présentation et approbation du rapport moral 2024
- Présentation et approbation du rapport d'activités 2024
- Présentation et approbation du rapport financier 2024
- Approbation des comptes annuels pour l'exercice 2024
- Présentation et approbation de la proposition d'affectation du résultat
- Présentation et approbation du budget prévisionnel 2025
- Présentation et approbation du rapport général du commissaire aux comptes et approbation des conventions réglementées
- Quitus aux membres du Conseil d'Administration
- Cotisation 2026
- Election des administrateurs

Ont été mis ce jour à la disposition des membres les éléments suivants :

- La liste de membres et d'émargement
- La copie des convocations
- La liste des résolutions proposées
- Le rapport d'activité
- Le rapport moral
- Le rapport financier
- Le rapport des commissaires aux comptes

Il a été rappelé que chaque membre a eu communication des tous les éléments nécessaires à la participation à cette assemblée conformément à l'ordre du jour proposé. Chacun ayant été dûment convoqué, l'assemblée générale peut valablement délibérer.

Le Président désigne Madame Edwige Richer, Secrétaire générale adjointe en qualité de secrétaire de séance,

.../...

**Résolution N° 2 : Présentation et approbation du rapport d'activité 2024**

.../...

L'Assemblée Générale ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport d'activité, approuve ledit rapport pour l'exercice 2024.

Pour : 198 voix

Contre : 0 voix

Absentions : 3 voix

Nul : 3

La résolution n° 2 est adoptée à la majorité de 97,06% des voix exprimées.

**Résolution N°3 : Présentation et approbation du rapport financier**

.../...

L'Assemblée Générale ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport financier, approuve ledit rapport pour l'exercice 2024.

Pour : 197 voix

Contre : 0 voix

Absentions : 3 voix

Nul : 4

La résolution n° 3 est adoptée à la majorité de 96,57% des voix exprimées.

**Résolution N °4 : Approbation des comptes annuels pour l'exercice 2024**

.../...

L'Assemblée Générale ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport financier approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'arrêtés par le Conseil d'administration, tels que présentés et faisant apparaître un résultat excédentaire de 10 749 € tels qu'ils sont présentés.

Pour : 196 voix

Contre : 0 voix

Absentions : 5 voix

Nul : 3

La résolution n° 4 est adoptée à la majorité de 96,08% des voix exprimées.

**Résolution N°5 : Présentation et approbation de la proposition d'affectation du résultat**

.../...

Le Trésorier présente l'excédent de l'exercice 2024 qui s'élève à 10 749€ selon le tableau suivant :

PROPOSITIONS D'AFFECTATION DES RESULTATS 2024 en K euros					
	SANITAIRE	MEDICO - SOCIAL	ESAT COMMERCIAUX	GESTION PROPRE	RESULTAT A AFFECTER
EXCEDENTS	DEPENSES NON OPPOSABLES AUX TIERS FINANCEURS				
	EXCEDENT AFFECTE A LA REDUCTION DES CHARGES D'EXPLOITATION		1 690		1 690
	REPORT A NOUVEAU	314	530	150	49
	REPORT A NOUVEAU CHARGES DIFFERES DEPENSES CP		824		824
	RESERVES DIVERSES		0	69	69
	RESERVE AFFECTEE A LA COUVERTURE DU BFR		27		27
	RESERVE D INVESTISSEMENT	1 222	5 915		7 137
	RESERVE DE COMPENSATION DES CHARGES D AMORTISSEMENTS		288		288
	RESERVE DE COMPENSATION DES DEFICITS		942		942
	<b>TOTAL AFFECTATION DES EXCEDENTS</b>	<b>1 536</b>	<b>10 217</b>	<b>150</b>	<b>118</b>
DEFICITS	REPORT A NOUVEAU	442	27	274	1 013
	REPORT A NOUVEAU CHARGES DIFFERES DEPENSES CP		404		404
	RESERVE D INVESTISSEMENT				
	RESERVE DE COMPENSATION DES CHARGES D AMORTISSEMENTS				
	RESERVE DE COMPENSATION DES DEFICITS			50	50
	<b>TOTAL AFFECTATION DES DEFICITS</b>	<b>442</b>	<b>377</b>	<b>324</b>	<b>1 013</b>
	<b>RESULTAT</b>	<b>1 978</b>	<b>9 840</b>	<b>174</b>	<b>895</b>
					<b>10 749</b>

Les membres de l'assemblée remercient le Trésorier et valident la proposition d'affectation du résultat.

**L'Assemblée Générale ordinaire décide d'affecter le résultat excédentaire de l'exercice 2024 qui s'élève 10 749 €.**

**Pour : 194 voix**

**Contre : 0 voix**

**Absentions : 5 voix**

**Nul : 5**

**La résolution n° 5 est adoptée à la majorité de 95,10% des voix exprimées.**

### **Résolution N° 6 : Présentation et approbation du budget prévisionnel 2025**

... / ...

Le Trésorier présente le budget prévisionnel 2025 tel que figurant ci-dessous :

REGROUPEMENT	Résultat Réalisé 2023	Résultat BUDGET 2024	Résultat Anticipé 2024	Résultat BUDGET 2025
MEDICO-SOCIAL	8 166K€	603K€	5 320K€	-131K€
SANITAIRE	-1 519K€	-1 099K€	-1 323K€	510K€
Actions sur fonds propres :				
ACT. COMMERCIALE ESAT	-425K€	185K€	-119K€	-1K€
ACTIONS CONVENTIONNELLE	-302K€	326K€	-756K€	-280K€
FORMATION	-390K€	-85K€	-651K€	-227K€
HEBERGEMENT	-211K€	-39K€	-74K€	23K€
VIE ASSOCIATIVE*	130K€	-482K€	537K€	-167K€
<b>Total général</b>	<b>5 448K€</b>	<b>-590K€</b>	<b>2 934K€</b>	<b>-274K€</b>

\*y compris comités des usagers

- le résultat anticipé et budget prévisionnel :

REGIONS	INVESTISSEMENTS Globaux	Dont Investissements pour travaux
AURA	875 K€	354 K€
CENTRE	1 139 K€	1 214 K€
EST	1 105 K€	707 K€
HAUTS DE France	1 498 K€	729 K€
ILE DE France	3 473 K€	2 583 K€
MEDITERRANEE	235 K€	40 K€
NORMANDIE	2 405 K€	1 448 K€
NOUVELLE AQUITAINE	951 K€	174 K€
OUEST	1 201 K€	308 K€
Total Régions	12 882 K€	7 556 K€
LADAPT DIRECTION NATIONALE	20 K€	0 K€
Total NATIONAL	12 902 K€	7 556 K€

- les investissements  
prévisionnels :

Le Conseil d'administration, suivant résolution du 11 décembre 2024, a arrêté le budget prévisionnel 2025. L'Assemblée générale approuve ledit budget prévisionnel avec une large majorité

Pour : 190 voix

Contre : 0 voix

Absentions : 3 voix

Nul : 11

La résolution n° 6 est adoptée à la majorité de 93,14% des voix exprimées.

**Résolution N°7 : Présentation et approbation du rapport général du commissaire aux comptes**

... / ...

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport général du Commissaire aux comptes approuve ledit rapport.

Pour : 189 voix

Contre : 0 voix

Absentions : 8 voix

Nul : 7

La résolution n° 7 est adoptée à la majorité de 92,65% des voix exprimées.

**Résolution N° 8 : Présentation et approbation du rapport spécial du commissaire aux comptes et approbation des conventions réglementées**

... / ...

L'Assemblée Générale ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions réglementées, approuve ledit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

Pour : 188 voix

Contre : 0 voix

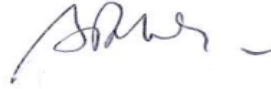
Absentions : 7 voix

**Nul : 9**

**La résolution n° 8 est adoptée à la majorité de 92,16% des voix exprimées.**

---

Extrait certifié conforme à l'original des  
faire valoir ce que de droit.



registres, pour

Fait à Paris, le 4 juillet 2025

Bruno POLLEZ  
Président de LADAPT



---

# RAPPORT FINANCIER

Bilan et compte de résultat

/ ASSOCIATION LOI 1901 RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE /

# LE MESSAGE DU TRÉSORIER

L'année 2024 représente notre seconde année de transition afin de doter LADAPT d'un modèle économique lui permettant d'être plus efficace et de renforcer sa politique d'investissement dans l'objectif de soutenir sa croissance interne et le développement externe. Le rapport d'activité, qui accompagne ce rapport financier, souligne notre vitalité et notre capacité d'innovation.

Des étapes structurantes ont été franchies :

- Mise en œuvre de notre projet associatif 2024-2030 et de notre plaidoyer,
- Structuration et organisation de notre siège social pour développer une offre de service innovante répondant aux besoins quotidiens des personnes que nous accompagnons et qui doit faire corps avec notre projet associatif,
- Poursuite de la transformation de notre offre médico-social, du renforcement de nos plateaux techniques dans nos établissements sanitaires et

de leur positionnement géographique, consolidation de notre secteur AGP<sup>1</sup>.

L'ensemble des réflexions durant ces deux exercices ont abouti à un plan stratégique qui a été finalisé en janvier 2025. Il met en avant nos principes d'actions que sont la garantie de la participation des personnes, le développement de notre cadre éthique, l'innovation et l'enrichissement de notre offre de service ainsi que le développement de LADAPT.

Les grands équilibres financiers sont positifs en 2024 comme les années précédentes : Notre trésorerie est en croissance et le taux d'endettement actuel nous garantit une marge très satisfaisante d'autonomie financière à court et moyen terme. Globalement, tous les secteurs d'activité de l'association sont en croissance. Le résultat de LADAPT s'élève pour sa part à 10,5 M€.

1 - Activités en Gestion Propre

## LES PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS 2024

Les principaux indicateurs économiques et financiers	2024	Rappel 2023
Résultat économique	10,7 M€	5,5 M€
Total des produits	291,2 M€	280,5 M€
Résultat comptable	10,5 M€	5,4 M€
Trésorerie nette	110 M€	112 M€

# LES FAITS MARQUANTS

## Gouvernance :

- Évolution du rôle de la Commission Economique Finance et Patrimoine afin qu'elle devienne un outil efficace pour l'aide à la décision sur les dossiers de ressources financières, d'investissements et de croissance externe du Conseil d'administration.
- Période de transition 2023-2025 permettant la mise en place de l'organisation nécessaire en vue de répondre tant aux nouveaux enjeux liés à la tarification sur les secteurs sanitaires et médico-social, qu'à la recherche de financements pérennes pour la Vie Associative.

## Contexte Interne :

- Pas d'opération de croissance externe pour le secteur médico-social, mais ouverture de nouvelles places dans plusieurs établissements.
- Poursuite de la politique d'investissement dans les secteurs médico-social et sanitaire.
- Reprise du SMR « La Paloumère » en région Nouvelle Aquitaine qui viendra renforcer à terme notre établissement de Virazeil.

## Conjoncture :

- Secteurs en tension avec des difficultés de recrutement

- persistantes sur les postes médicaux et paramédicaux.
- Concurrence accrue et forte réduction en terme de financement sur l'ensemble des appels à projets historiques liée au secteur du handicap (PAS, PEPS, DEA...).
  - Demande accrue de conseil pour faciliter la politique handicap des entreprises.
  - Première année de la réforme de la tarification dans le secteur sanitaire.

## Investissements :

- Pour l'ensemble de l'association, le montant brut des immobilisations est en diminution de 8,2 M€ sur l'année 2024 (16 M€ d'acquisitions contre 25 M€ de cessions ou mises au rebut en précisant qu'une régularisation de grande envergure a été réalisée en 2024, expliquant ainsi le montant important de sorties d'immobilisations).
- Les investissements les plus significatifs sont :
  - > 1 637 K€ de dépenses d'immobilisations au siège dont 1 054 K€ d'aménagement des nouveaux locaux et 354 K€ pour le serveur national
  - > 688 K€ d'investissement au CMPR d'Amilly
  - > 634 K€ sur le SMR de Cambrai
  - > 1 807 k€ d'immobilisations en cours sur le CMPR de Virazeil.

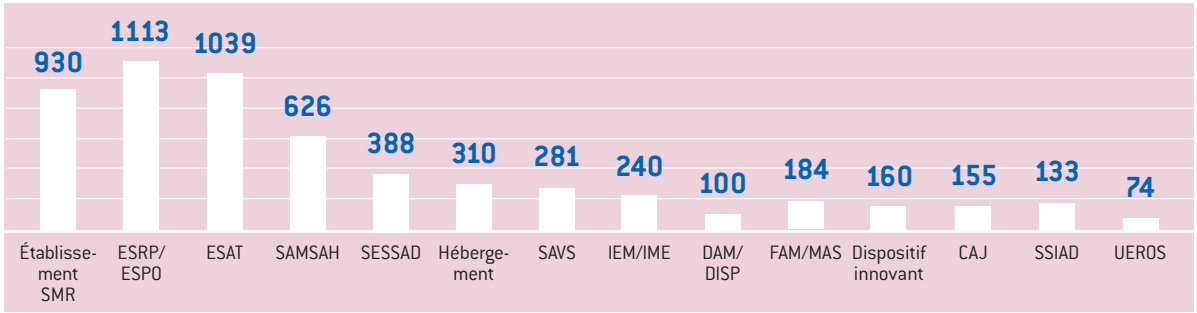
# LE PÉRIMÈTRE ET LES CAPACITÉS EN 2024 (EN NOMBRE D'AUTORISATIONS)

Fin 2024, LADAPT propose ses services d'accompagnement au sein de 116 établissements et services sanitaires et médico-sociaux :

- 12 établissements sanitaires, dont 3 pour enfants ;

- 104 établissements et services médico-sociaux (hors antennes).
- Au 31 décembre 2024, l'association est autorisée pour 930 lits et places dans ses établissements sanitaires et 4 803 places dans ses établissements médico-sociaux.

Répartition des structures sanitaires et médico-sociales en nombre de places



# LE COMPTE DE RÉSULTAT

## Compte de résultat par nature de charges et de produits

Compte de résultat en K€	2022	2023	2024
Produits d'exploitation	265 120	272 688	283 961
Charges d' exploitation	258 094	271 204	278 430
Résultat d'exploitation	7 025	1 483	5 532
Produits financiers	653	3 479	3 681
Charges financières	730	666	619
Résultat financier	- 77	2 813	3 062
Produits exceptionnels	3 287	4 327	3 541
Charges exceptionnelles	1 627	2 596	1 161
Résultat exceptionnel	1 660	1 730	2 380
Impôts sur les sociétés	87	579	516
Total produits	269 060	280 494	291 184
Total charges	260 539	275 046	280 726
RÉSULTAT COMPTABLE (EXCÉDENT OU DÉFICIT)	8 521	5 448	10 458
Reprise de résultat antérieur	717	42	291
RÉSULTAT ÉCONOMIQUE	9 238	5 490	10 749

Le compte de résultat 2024 présente un excédent comptable de + 10 458 K€ en progression très significative en comparaison avec l'année précédente. Il représente près de 3,7 % des produits d'exploitation de l'exercice, ce qui reste cohérent, non excessif, au regard des critères d'analyse du secteur.

Cette tendance est en majorité liée à l'activité sanitaire de l'association dont les résultats cumulés progressent de 3,5 M€ en 2024, passant d'un déficit d'1,5 M€ à un excédent de 2 M€.

C'est un signe positif à ce stade de l'adaptation de nos établissements concernés par l'impact de la nouvelle tarification qui est à l'œuvre actuellement.

Il faut toutefois rappeler, pour le secteur médico-social, principal source de l'excédent (+ 9,6 M€) qu'il ne s'agit pas dans l'absolu d'un signe positif, mais avant tout de la traduction de la non-consommation des lignes budgétaires accordées (vacances de poste en majorité).

Le résultat financier 2024 est relativement stable. Un redéploiement des missions concernées au sein de l'équipe de la direction financière a permis de maintenir la gestion efficace des fonds dont dispose LADAPT et contribue ainsi aux bons résultats de l'exercice.

Le résultat exceptionnel progresse favorablement en 2024. Il est composé, d'une part, de charges liées à des régularisations sur des questions opérationnelles (pertes suite à litiges, régularisations sur antériorité...) et à des

provisions constituées dans le but de financer des projets d'investissements futurs pour les structures du sanitaire (639 K€ en 2024).

D'autre part, ce résultat est constitué de produits en lien avec des reprises sur provisions pour investissement, qui représentent l'une des principales sources des flux positifs (1 177 K€ en 2024), du résultat exceptionnel ainsi que des produits en lien avec des régularisations sur des questions opérationnelles (produits sur exercices antérieurs, régularisations sur indemnités journalières de prévoyance...).

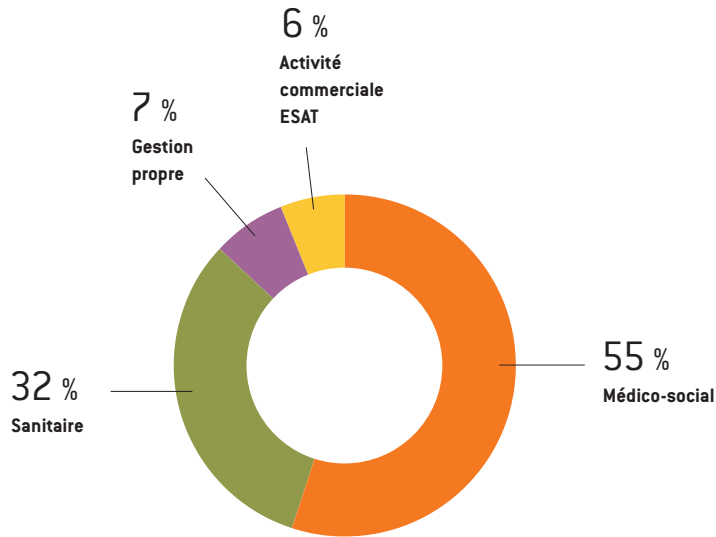
Il faut préciser que la plupart des opérations considérées comptablement comme « exceptionnelles »

seront prochainement reclassées dans la catégorie des opérations inhérentes à l'exploitation. En effet, la réforme comptable applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2025 modifie la répartition de ces mouvements entre les résultats d'exploitation et exceptionnels pour ne prendre en considération dans ce dernier que les enregistrements liés à des opérations fiscales (par exemple, amortissements dérogatoires), à des changements de méthode et corrections d'erreurs ou un évènement majeur et inhabituel.

ANALYSE DES RÉSULTATS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

	Sanitaire	Médico-social	ESAT	Gestion propre	TOTAL
Produits activités	86 415	142 946	16 321	16 830	262 512
Base ratios %	100	100	100	100	100
Dons et mécénat	7	296	8	618	929
Ventes actifs immobiliers	1	31	9	32	72
Autres produits divers	5 259	18 226	152	4 032	27 670
PRODUITS TOTAUX	91 682	161 499	16 490	21 512	291 184
Personnels médical	9 237	2 309	2	12	11 561
Travailleurs en ESAT	0	0	13 490	0	13 490
Personnels non médical	48 554	101 903	632	11 695	162 785
Personnel	57 791	104 212	14 125	11 707	187 836
%	67%	73%	87%	70%	72 %
Partenariats & charges externes	9 165	14 251	894	2 616	26 926
%	11%	10%	5%	16%	10 %
Fonctionnement bâtiments	12 285	19 399	693	2 650	35 027
%	14%	14%	4%	16%	13 %
Autres charges de fonctionnement	10 463	14 043	997	5 434	30 937
%	12%	10%	6%	32%	12 %
CHARGES TOTALES	89 704	151 905	16 709	22 407	280 726
RÉSULTAT	1 978	9 594	-219	-895	10 458
%	2,2 %	5,9 %	-1,3 %	-4,2 %	3,6 %

Répartition des produits  
par secteur d'activité (2024)



Tableaux des produits et des résultats par secteur d'activité  
en 2023 et 2024, en K€

	Produits 2023	Produits 2024	Variation produits 2024/2023	% évol.
Médico-social	155 753 K€	161 499 K€	5 746 K€	4 %
Sanitaire	84 243 K€	91 682 K€	7 440 K€	9 %
Gestion propre	24 052 K€	21 512 K€	-2 539 K€	-11 %
Activité commerciale ESAT	16 446 K€	16 490 K€	44 K€	0 %
Total général	280 493 K€	291 184 K€	10 690 K€	4 %

	Résultats 2023	Résultats 2024	Variation résultats 2024/2023	% évol.
Médico-social	8 166 K€	9 594 K€	1 428 K€	17 %
Sanitaire	-1 519 K€	1 978 K€	3 498 K€	na
Gestion propre	-774 K€	-895 K€	-121 K€	16 %
Activité commerciale ESAT	-425 K€	-219 K€	206 K€	na
Total général	5 448 K€	10 458 K€	5 010 K€	92 %

L'activité médico-sociale reste prépondérante parmi les actions menées par LADAPT. Elle représente 55 % des financements obtenus en 2024, et elle est en progression en comparaison avec l'année précédente de 4 %. Les résultats concernés sont largement positifs (ils s'élèvent à l'équivalent de 6 % des financements obtenus sur ce secteur). Rappelons que les résultats en question sont destinés à être affectés aux établissements du médico-social, autrement dit, il n'y a pas de fongibilité possible entre les budgets du médico-social et les autres budgets portés par LADAPT.

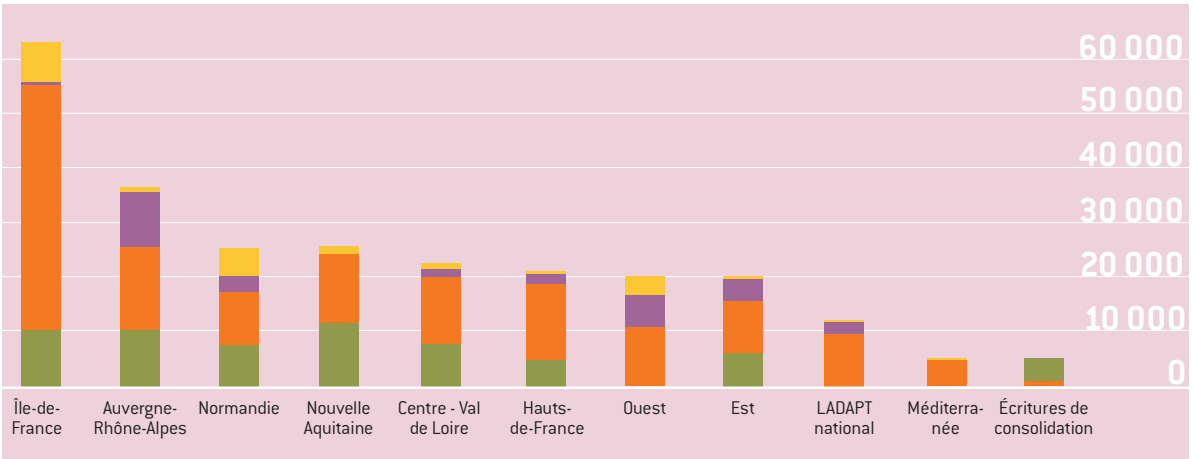
Le secteur sanitaire est globalement excédentaire en 2024 mais quelques établissements sont en difficulté. Des plans d'action sont en cours lorsque c'est nécessaire afin d'obtenir un retour à l'équilibre à terme. Cela concerne notamment les SMR enfants situés en Normandie (déficit de 833 K€) et à Cambrai (déficit de 166 K€).

Les activités en gestion propre recouvrent des actions très différentes, cumulées au sein de cette section. Il s'agit notamment d'actions liées à des

prestations d'accompagnement financées par appels à projet (en lien avec l'Agefiph par exemple), d'activités locatives, d'actions de conseils et de formation. Sont également comprises dans cette catégorie les actions associatives et de plaidoyer menées par l'association. Le résultat cumulé de ce secteur est encore déficitaire de 895 K€ en 2024. Un travail de modélisation est en cours, piloté par la Direction générale pour faire évoluer l'approche actuelle au sujet de ces activités. Elles sont en définitive complémentaires aux activités sanitaires et médico-sociales. Elles représentent donc un ensemble de réponses aux besoins des personnes en situation de handicap, en lien avec les réformes et transformations du secteur et l'exigence qui s'impose en terme d'hybridation des modèles et ressources en cette période de raréfaction des financements publics.

Les activités commerciales des ESAT, dont les produits 2024 restent stables, sont en déficit de 219 K€. Ce déficit est toutefois réduit en comparaison avec l'année précédente (-425 K€ en 2023).

## ACTIVITÉ PAR RÉGION



On observe de grandes disparités entre les régions en termes de volume budgétaire et, dans une moindre mesure, en termes de diversité des activités.

Les structures du secteur médico-social sont représentées dans l'ensemble des régions et celles du sanitaire sont présentes dans 7 d'entre elles. Les ESAT sont répartis sur les territoires mais plus particulièrement présents en Ile de France, en Normandie et dans la région

Ouest. Les activités en gestion propre sont quasiment présentes dans l'ensemble des régions mais sont toutefois davantage développées (en proportion) sur les régions Auvergne-Rhône-Alpes, Est et Ouest.

# LE BILAN ET LA SITUATION FINANCIÈRE

Bilan financier (en K€)	2023	2024
Fonds de roulement d'investissement	66 339	69 735
Fonds de roulement d'exploitation	43 110	48 465
Fonds de roulement net global	109 449	118 200
Excédent de financement d'exploitation	-2 828	8 180
TRÉSORERIE POSITIVE	112 277	110 020

Le Fonds de Roulement d'Investissement (FRI) représente les capacités d'investissement dont dispose LADAPT. Elles sont en augmentation de 5 % en 2024.

Cette croissance des moyens se justifie par une augmentation de près de 8 M€ des réserves d'investissements.

Cette variation positive est atténuée par d'autres évolutions, notamment une réduction de l'endettement (-1,5 M€) et une augmentation des investissements immobiliers.

Les immobilisations en cours représentent près de 2 M€ et correspondent principalement aux chantiers de Virazeil (SMR), de Bourges (ESAT) et de Briastre (SMR).

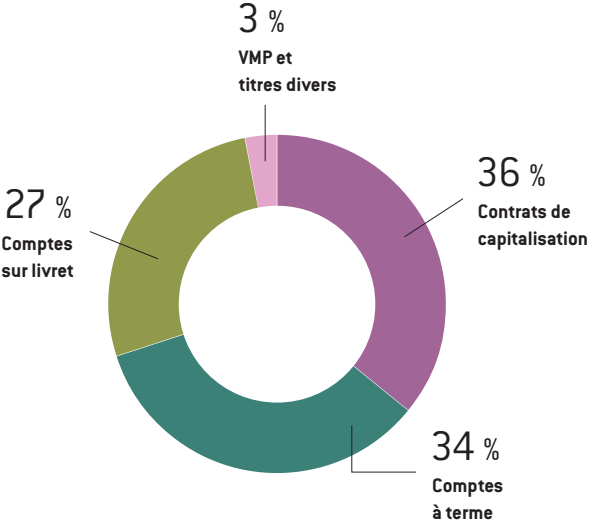
Le Fonds de Roulement d'Exploitation (FRE) est composé en majorité de fonds en provenance des résultats d'établissements non affectés à l'investissement ou en attente d'affectation. Il augmente de 12 % en 2024.

Cette tendance est en lien avec la progression du résultat de l'exercice, en augmentation d'environ 5 M€ en 2024.

Le Besoin en Fonds de Roulement (BFR) est composé d'une part des créances de l'association et d'autre part de ses dettes d'exploitation. Il était négatif en 2023 et s'élève à plus de 8 M€ en 2024. Cette progression est en majorité liée à des créances constituées sur les structures du sanitaire.

Le Fonds de Roulement Net Global (FRNG) cumulant les FRI et FRE s'élève à 118 M€. Il est consommé à hauteur de 8 M€ par le BFR. Ainsi, la trésorerie de LADAPT s'élève fin 2024 à 110 M€, en légère diminution par rapport à l'exercice précédent.

Répartition des produits financiers  
2024 par support



LES PERSPECTIVES

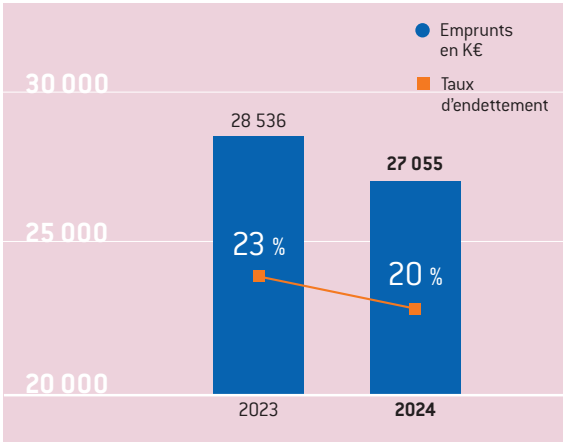
« Vivre ensemble, tous différents, tous égaux. Construire une société plus juste, inclusive et participative afin que les personnes en situation de handicap soient actrices de leur propre vie ». Voilà ce qui nous motive depuis plus de 95 ans, en nous appuyant sur nos forces vives pour agir demain : les professionnels et l'ensemble des salariés, les personnes que nous accompagnons, nos bénévoles et nos adhérents.

Face à la transformation constante de nos offres, une vigilance particulière s'impose en termes d'adaptation de notre organisation et de son mode de financement. Ainsi, afin de poursuivre notre croissance et de tendre vers des résultats positifs pour l'ensemble des activités, notre association s'appuie sur un modèle économique composé de 5 facteurs clés de succès :

- Avoir un Projet associatif et un plan stratégique dynamiques pour donner à nos partenaires actuels et futurs l'envie de rejoindre LADAPT : ces deux éléments structurants ont été finalisés et approuvés.
- Développer une offre de service innovante répondant aux besoins quotidiens des personnes que nous accompagnons en nous appuyant sur notre savoir, notre savoir-faire et notre savoir-être mais aussi d'adapter notre organisation et renforcer le rayonnement de notre association.
- Maîtriser nos ressources et nos charges afin d'avoir une politique d'investissements efficace : pour répondre

Focus sur les emprunts

Le taux d'endettement est en baisse en 2024. Il se situe à un niveau relativement faible qui permettrait en cas de nécessité d'utiliser les marges de manœuvre à disposition pour recourir à de nouveaux emprunts.



à la complexité de notre environnement, nous avons fait évoluer le rôle de la Commission économique finance et patrimoine afin qu'elle devienne un outil efficace pour l'aide à la décision sur les dossiers de ressources financières, d'investissements et de croissance externe du Conseil d'administration.

- Diversifier nos ressources pour financer notre vie associative : notre présence politique dans le champ du handicap demande que nous poursuivions l'étude des différents leviers qui pourraient, dans les années futures, nous procurer les ressources suffisantes pour financer notre politique associative en structurant l'offre de nos actions en gestion propre.
- Mettre en place les outils de gestion pour veiller à la bonne exécution du modèle économique. Outre sa structure juridique, LADAPT a la taille d'une ETI (Entreprise de Taille Intermédiaire), ce qui demande régulièrement d'adapter les outils de gestion à notre stratégie.

Enfin, la Commission économique financière et patrimoine va poursuivre ses travaux avec pour objectif d'être le plus pédagogique possible dans l'aide à la décision et l'éclairage économique de nos résultats pour conforter l'ADN de LADAPT, une association moderne, entreprenante et rayonnante.

Jean-Louis Dubois - Trésorier  
Danielle Darriet - Trésorière adjointe

BILAN AU 31/12/2024 - ACTIF

ACTIF EN K€	BRUT	2024		2023	Variation 24/23
		Amort. Prov.	NET	NET	
<b>Actif immobilisé :</b>					
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>6 759</b>	<b>3 574</b>	<b>3 185</b>	<b>1 745</b>	<b>1 441</b>
Frais d'établissement	289	149	141	118	23
Frais de recherche et de développement	4	-	4	4	-
Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-	-
Concession, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	3 533	3 036	497	629	-133
Fond commercial	54	0	54	54	0
Autres immobilisations incorporelles	1 184	389	795	784	11
Immobilisations incorporelles en cours	1 696	-	1 696	156	1 540
Av et aco Immobilisations incorporelles en cours	0	-	0	0	0
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>200 843</b>	<b>113 709</b>	<b>87 134</b>	<b>86 482</b>	<b>652</b>
Terrains	7 959	1 546	6 413	6 266	147
Constructions	142 674	80 886	61 788	66 257	-4 469
Installations techniques, matériels et outillage industriels	26 617	18 218	8 399	6 244	2 156
Autres immobilisations corporelles	22 361	13 059	9 303	6 944	2 358
Immobilisations grevées de droits	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	1 150	-	1 150	631	519
Av et aco Immobilisations corporelles en cours	81	-	81	140	-59
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	-	-	-	0	-
<b>Immobilisations financières (2)</b>	<b>12 281</b>	<b>0</b>	<b>12 281</b>	<b>11 804</b>	<b>476</b>
Participations	1	-	1	1	0
Créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	-	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	385	-	385	382	3
Prêts	8 518	-	8 518	8 303	215
Autres	3 377	0	3 377	3 119	258
<b>TOTAL I</b>	<b>219 883</b>	<b>117 282</b>	<b>102 600</b>	<b>100 032</b>	<b>2 569</b>
<b>Actif circulant</b>					
Stocks et en-cours	643	-	643	617	26
Avances et acomptes sur commandes	278	-	278	282	-4
<b>Créances (3)</b>	<b>44 597</b>	<b>922</b>	<b>43 675</b>	<b>35 500</b>	<b>8 175</b>
Créances - Redevables, clients et cptes rattachés	24 360	716	23 644	14 878	8 766
Créances reçues par legs et donations	-	-	-	0	0
Personnel et comptes rattachés	456	-	456	245	211
Organismes sociaux	730	-	730	557	173
Etat et autres collectivités publiques	5 352	-	5 352	3 531	1 821
Débiteurs divers	13 698	206	13 492	16 288	-2 796
<b>Valeur mobilière de placement</b>	<b>86 155</b>	<b>-</b>	<b>86 155</b>	<b>62 742</b>	<b>23 413</b>
<b>Disponibilités</b>	<b>24 620</b>	<b>-</b>	<b>24 620</b>	<b>50 507</b>	<b>-25 887</b>
<b>Charges constatées d'avance (3)</b>	<b>1 885</b>	<b>-</b>	<b>1 885</b>	<b>1 250</b>	<b>634</b>
<b>TOTAL II</b>	<b>158 178</b>	<b>922</b>	<b>157 256</b>	<b>150 899</b>	<b>6 357</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices	104	-	104	113	-9
<b>TOTAL III</b>	<b>104</b>	<b>0</b>	<b>104</b>	<b>113</b>	<b>-9</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>	<b>378 165</b>	<b>118 205</b>	<b>259 960</b>	<b>251 043</b>	<b>8 917</b>
(1) Dont droit au bail					
(2) Dont à moins d'un an (brut)			279	270	9
(3) Dont à moins d'un an (brut)			45 837	38 001	7 836
ENGAGEMENTS REÇUS					
Legs nets à réaliser :					
- acceptés par les organes statutairement compétents					
- autorisés par l'organisme de tutelle					
<b>Dons en nature restant à vendre</b>					

BILAN AU 31/12/2024 - PASSIF

PASSIF EN K€	2024	2023	Variation 24/23
<b>Fonds propres</b>			
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>	<b>20 942</b>	<b>20 942</b>	<b>-</b>
Fonds propres statutaires	-	-	-
Fonds propres complémentaires	20 942	20 942	-
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>	<b>3 668</b>	<b>3 668</b>	<b>-</b>
Fonds propres statutaires	-	-	-
Fonds propres complémentaires	3 668	3 668	-
<b>Écart de réévaluation</b>	<b>1 239</b>	<b>1 239</b>	<b>-</b>
<b>Réserves</b>			
Réserves pour projet de l'entité	112 543	103 360	9 183
Dont réserves des activités SMS sous gestion contrôlée	67 202	58 919	8 283
<b>Report à nouveau</b>	<b>-33 253</b>	<b>-29 517</b>	<b>-3 736</b>
Dont report à nouveau des activités SMS sous gestion contrôlée	-4 200	-4 325	125
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>10 458</b>	<b>5 448</b>	<b>5 010</b>
Dont résultat des activités SMS sous gestion contrôlée	9 594	8 166	1 428
<b>SITUATION NETTE</b>	<b>115 597</b>	<b>105 140</b>	<b>10 458</b>
<b>Subventions d'investissement</b>	<b>7 831</b>	<b>7 497</b>	<b>334</b>
<b>Provisions réglementées</b>	<b>10 856</b>	<b>10 691</b>	<b>166</b>
<b>TOTAL I</b>	<b>134 284</b>	<b>123 327</b>	<b>10 957</b>
<b>Fonds reportés ou dédiés</b>			
Fonds reportés liés aux legs et donations	19	19	0
Fonds dédiés	36 919	35 000	1 918
<b>TOTAL II</b>	<b>36 937</b>	<b>35 019</b>	<b>1 918</b>
<b>Provisions</b>	<b>13 963</b>	<b>14 115</b>	<b>-152</b>
Provisions pour risques	3 459	4 005	-546
Provisions pour charges	10 504	10 110	394
<b>Dettes (1)</b>	<b>70 480</b>	<b>72 529</b>	<b>-2 048</b>
Emprunts et dettes assimilées (2 + 3)	27 055	28 536	-1 481
Concours bancaires	0	2	-2
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 417	541	876
Fournisseurs // Redevables et comptes rattachés	11 293	10 093	1 201
Personnel et comptes rattachés	10 548	10 290	258
Organismes sociaux et comptes rattachés	14 766	15 402	-636
État et collectivités publiques	2 182	1 935	247
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	686	904	-218
Autres dettes	2 532	4 826	-2 293
<b>Produits constatés d'avance (1)</b>	<b>4 295</b>	<b>6 053</b>	<b>-1 758</b>
<b>TOTAL III</b>	<b>88 738</b>	<b>92 697</b>	<b>-3 958</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II+ III)</b>	<b>259 960</b>	<b>251 043</b>	<b>8 917</b>
(1) Dont à plus d'un an	24 104	25 633	-1 529
Dont à moins d'un an	50 672	52 949	-2 277
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	-	-	-
(3) Dont emprunts participatifs	-	-	-
<b>ENGAGEMENTS DONNÉS</b>			

COMPTE DE RÉSULTAT AU 31/12/2024

EN K€	2024	2023
<strong>PRODUITS D'EXPLOITATION</strong>		
<strong>Cotisations</strong>	<strong>14</strong>	<strong>12</strong>
<strong>Ventes de biens et services</strong>	<strong>25 493</strong>	<strong>25 069</strong>
Ventes de biens, marchandises et produits fabriqués	2 705	2 703
dont ventes de dons en nature	0	-
Prestations de services	22 788	22 366
dont parrainages	0	-
<strong>Produits de tiers financeurs</strong>	<strong>237 415</strong>	<strong>226 005</strong>
Concours publics et subventions d'exploitation	236 501	225 465
Versements des fondateurs ou consommation de la dotation consommable	0	-
Ressources liées à la générosité du public	181	294
dont dons manuels	130	237
dont Mécénats	51	56
dont Legs, donations et assurances vies	0	2
Contributions financières	734	247
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	2 049	1 624
Utilisation des fonds dédiés	4 313	4 745
Autres produits	14 677	15 232
<strong>TOTAL I</strong>	<strong>283 961</strong>	<strong>272 688</strong>
<strong>CHARGES D'EXPLOITATION</strong>		
Achats de marchandises	2 176	2 119
Variation de stock	-42	-76
Autres achats et charges externes	72 191	67 539
Aides financières	13	45
Impôts, taxes et versements assimilés	15 913	15 302
Salaires et traitements	121 820	119 362
Charges sociales	51 521	49 170
Dotations aux amortissements et dépréciations	10 074	9 973
Dotations aux provisions	1 092	2 136
Reports en fonds dédiés	3 327	5 196
Autres charges	345	439
<strong>TOTAL II</strong>	<strong>278 430</strong>	<strong>271 204</strong>
<strong>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</strong>	<strong>5 532</strong>	<strong>1 483</strong>
<strong>PRODUITS FINANCIERS</strong>		
De participation	0	-
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	3 613	3 408
Autres intérêts et produits assimilés	68	71
Reprises sur provisions, dépréciations et transfert de charge	0	-
Différences positives de change	0	-
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	0	-
<strong>TOTAL III</strong>	<strong>3 681</strong>	<strong>3 479</strong>

<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0	-
Intérêts et charges assimilées	619	666
Différences négatives de change	0	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
<b>TOTAL IV</b>	<b>619</b>	<b>666</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>3 062</b>	<b>2 813</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV)</b>	<b>8 594</b>	<b>4 296</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	1 815	1 456
Sur opérations en capital	1 252	2 518
Reprises sur provisions, dépréciations et transfert de charge	474	353
<b>TOTAL V</b>	<b>3 541</b>	<b>4 327</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	436	710
Sur opérations en capital	77	458
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	648	1 428
<b>TOTAL VI</b>	<b>1 161</b>	<b>2 596</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>2 380</b>	<b>1 730</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	-
Impôts sur les bénéfices (VIII)	516	579
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	<b>291 184</b>	<b>280 493</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>280 726</b>	<b>275 046</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>10 458</b>	<b>5 448</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature	3	0
Prestations en nature	388	291
Bénévolat	141	358
<b>TOTAL CVEN</b>	<b>531</b>	<b>649</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature	0	-
Mises à dispositions gratuite de biens	3	0
Prestations en nature	388	291
Personnel bénévole	141	358
<b>TOTAL</b>	<b>531</b>	<b>649</b>

COMPTE DE RÉSULTAT AU 31/12/2024

RESULTATS PAR SECTEUR (EN K€)	2024	2023
GESTION CONTROLEE (MS +SANITAIRE)	11 572	6 646
GESTION PROPRE (ESAT CO + ACTIONS CONVENTIONNELLES)	-1 114	-1 199
RÉSULTAT	10 458	5 448

EN K€	2024	2023
SANITAIRE	1 978	-1 519
MEDICO-SOCIAL	9 594	8 166
ESAT COMMERCIAUX	-219	-425
ACTIONS CONVENTIONNELLES	-895	-774
TOTAL	10 458	5 448



Vivre ensemble,  
tous différents,  
tous égaux.



[www.ladapt.net](http://www.ladapt.net)



---

# RAPPORT MORAL

/ ASSOCIATION LOI 1901 RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE /

Le rapport moral présente  
l'activité du Conseil d'administration  
pendant l'année écoulée.  
Il fait partie des documents annuels présentés  
obligatoirement lors de l'Assemblée générale  
et soumis au vote des adhérents.

Le rapport d'activité présente  
l'ensemble des activités de l'association.



*Les pages qui suivent constituent la version classique du Rapport moral 2024 de LADAPT.  
Pour lire la version Facile A Lire et à Comprendre, FALC, retournez cette brochure.*

## ÉDITO

L'année 2024 aurait pu être considérée comme une année particulièrement marquante dans la perception du handicap au sein de notre société. Comment ne pas évoquer les jeux Paralympiques lorsque l'on effectue le bilan de 2024 ? Cet événement exceptionnel a permis de mettre en lumière des athlètes mais aussi des disciplines sportives peu connues comme la boccia, et qui pourtant font l'objet de véritables prouesses sportives. L'engouement du public a fait des jeux Paralympiques un formidable moment de communion humaine, sociale, nationale et internationale.

2024, c'est aussi l'année du succès d'une comédie populaire sur le handicap mental, qui a dépassé les 10 millions d'entrées dans les salles obscures. *Un p'tit truc en plus* d'Artus a eu le mérite de lever certains préjugés et de montrer au cinéma des acteurs et actrices peu représentés.

Et pourtant, malgré ces deux événements majeurs par leur portée médiatique, le handicap semble rester un sujet secondaire dans la sphère politique. Il a fallu une pression de tous les acteurs pour permettre la nomination d'une ministre dédiée lors de la composition du nouveau gouvernement en septembre. Par ailleurs, comme nous l'avons souligné lors de la 28e édition de la Semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées, le handicap reste la première cause de saisine du Défenseur des Droits et le taux de chômage des personnes en situation de handicap demeure deux fois plus élevé que celui de l'ensemble de la population.

À LADAPT, nous poursuivons nos actions pour permettre l'égalité effective de tous les citoyens. En 2024, nous avons déployé notre Projet associatif sur l'ensemble du territoire. Celui-ci incarne des valeurs fortes telles que la solidarité, la bienveillance, la citoyenneté et l'engagement.

En 2025, nous fêtons les 20 ans de loi du 11 février 2005. Cette loi a été déterminante pour favoriser l'égalité des droits et des chances des personnes en situation de handicap. Toutefois, tous les objectifs énoncés par la loi n'ont pas été atteints et il reste beaucoup à faire. Nous faisons le vœu que les valeurs énoncées dans notre Projet associatif soient également les valeurs qui permettront à notre société de relever les défis des prochaines années, pour que nous puissions :

Vivre ensemble,  
Tous différents,  
Tous égaux.

**Pascale Pourrier** – Secrétaire générale  
**Edwige Richer** – Secrétaire générale adjointe

# LA GOUVERNANCE

## L'Assemblée générale ordinaire

L'Assemblée générale ordinaire s'est tenue le 19 juin 2024 au siège de l'association à Pantin. Le rapport moral et le rapport financier ont été présentés et approuvés à la majorité. Lors de cette Assemblée générale, six administrateurs ont été réélus. Ainsi, LADAPT tient à féliciter Danielle Darriet, Jean-Louis Dubois, Rosemary Launay, Jean-Marc Roosz, Joël Héloir et Christian Girerd pour leur réélection et la continuité de leur engagement au sein de notre association.

LADAPT salue également l'engagement de Marc Sprunck qui a quitté le Conseil d'administration en 2024. Nous lui adressons toute notre reconnaissance.

## L'Assemblée générale extraordinaire et le changement de siège social

Le 10 octobre 2024 s'est tenue l'Assemblée générale extraordinaire. Cet événement a eu pour objectif de poursuivre la modernisation de LADAPT déjà entamée en 2023 avec la validation du Projet associatif et des nouveaux statuts. Ainsi l'Assemblée générale extraordinaire a permis d'approuver notamment la modification de l'objet social de l'association et le changement de siège social. En effet, les locaux du siège ne permettent plus d'accueillir les salariés, personnes accompagnées, bénévoles ou tout



Benoît Pelaprat et John Foissy, représentants nationaux des Présidents de Conseil de la vie sociale (CVS) lors de l'Assemblée générale de LADAPT.

autre visiteur dans des conditions satisfaisantes. Aussi les salariés du siège social ont déménagé en septembre 2024 dans de nouveaux locaux plus modernes et plus accessibles. Dès validation des nouveaux statuts par la préfecture, le siège social de LADAPT sera domicilié au 21-23 rue des Ardennes, 75019 Paris, où se trouvent désormais les équipes.

## Le fonctionnement de nos instances

Au cours de l'année 2024, le Conseil d'administration s'est réuni à six reprises et le Bureau a tenu six réunions. Pour aider le Conseil d'administration dans ses prises de décisions, il existe à LADAPT trois commissions permanentes.

### > La commission projets d'établissement (CPE)

Tous les 5 ans, les établissements et services de LADAPT ont l'obligation de réviser leur projet d'établissement, qui définit les modalités d'accompagnement des personnes accueillies. Il décrit également les objectifs d'évolution, de progression et de développement souhaités pour le futur.

La CPE, composée de huit administrateurs, d'un représentant

des salariés et de la direction qualité du siège, se réunit au moins trois fois par an (quatre réunions en 2024). Du fait de l'altération de l'état de santé de son Président, Alain Fournier, c'est Danielle Darriet qui en est la Présidente par intérim.

La CPE examine les projets d'établissement, vérifie qu'ils sont bien conformes aux valeurs de LADAPT et aux axes du Projet associatif. Elle s'assure également que les moyens financiers, humains et techniques de la structure sont compatibles avec la bonne mise en œuvre de son projet.

Chaque dossier est présenté en séance par le directeur régional, son équipe et un médecin pour les établissements sanitaires.

Ces réunions ont notamment pour intérêt de permettre les débats entre professionnels et administrateurs qui ont l'occasion d'échanger sur des sujets concrets. C'est vraiment l'endroit où l'on voit vivre LADAPT.

Les comptes rendus permettent ensuite au Conseil d'administration de voter en toute connaissance de cause en se fiant aux recommandations de la CPE.

En 2024, à la faveur de la structuration du siège de LADAPT, les directeurs nationaux de l'offre sanitaire et médico-sociale ont participé aux travaux de la commission, ce qui a apporté un éclairage complémentaire enrichissant. Actuellement, la CPE est dans une phase d'amélioration de la méthodologie de travail qui doit se poursuivre en 2025.

**> La commission économique, financière et patrimoine (CEFP)**

La commission économique, financière et patrimoine est définie par Jean-Louis Dubois, trésorier de LADAPT et Président de cette commission, comme un lieu d'échanges pour guider le Conseil d'administration dans ses prises de décision. La mission de cette commission est d'exprimer un avis sur l'analyse des budgets, des résultats et sur tous les projets d'investissement immobilier.

Pour émettre ces avis, cette commission est composée de huit administrateurs et des professionnels de la direction administrative et financière. En fonction des sujets abordés, des directeurs et des responsables administratifs et financiers régionaux, les directions de l'offre médico-sociale, de l'offre conseil-formation et du sanitaire, peuvent également être conviés. Les sujets traités par la commission sont techniques, aussi la participation de ces salariés experts est essentielle pour émettre un avis. Sur ces sujets, la commission assure ainsi un rôle de passerelle entre les professionnels de LADAPT et les administrateurs.

En 2024, la commission a évolué dans son mode de fonctionnement avec six réunions sur les projets et deux réunions sur les budgets et résultats. La commission devient un passage incontournable avant la présentation d'un nouveau projet au Conseil d'administration. En 2024, la commission a également mis en application une décision forte prise

en 2023 : l'utilisation d'une partie des ressources dégagées par le fonds de dotation Les Maisons de LADAPT pour soutenir la vie associative et le développement de notre plaidoyer.

**> La commission ressources humaines (CRH)**

Comme les autres commissions, la commission ressources humaines est composée d'administrateurs. Elle est présidée par Joël Heloir et accompagnée dans ses travaux par la direction des ressources humaines. La commission étudie notamment les éléments du bilan social annuel, la politique de recrutement et de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC), le dialogue social, etc. Elle propose des orientations en lien avec le Projet associatif et le plan stratégique. Elle fixe des priorités en matière de politique des ressources humaines. En 2024, la commission a tenu trois réunions et les chantiers ont notamment porté sur la « marque employeur ». Pour faire face aux difficultés de recrutement des secteurs médico-social et sanitaire, il s'agit de réfléchir en commission sur l'image de marque de l'association dans le cadre de la gestion des ressources humaines, du recrutement, et plus largement de la fidélisation des talents.

# LA VIE ASSOCIATIVE

## Les adhérents

Au 31 décembre 2024, LADAPT compte 727 adhérents. La baisse du nombre d'adhérents, qui était constante depuis plusieurs années, a été stoppée grâce à des premières mesures qui ont permis de fidéliser les personnes s'intéressant aux activités de LADAPT. Parmi ces mesures, on peut citer la modernisation des outils informatiques qui a favorisé le développement des relations et de la communication avec les adhérents. Autre initiative, le service de la vie associative a mené, en novembre et décembre, une campagne d'appels téléphoniques auprès de tous les adhérents des années 2021, 2022 et 2023, qui n'avaient pas renouvelé leur adhésion en 2024, pour faire un point sur leurs attentes en matière de participation à la vie de l'association. Un plan d'action plus global doit être mené en 2025 pour développer les adhésions.

## Le déploiement du Projet associatif

Si l'année 2023 avait été consacrée aux travaux de renouvellement du Projet associatif, 2024 a eu pour ambition de présenter le Projet associatif aux premiers concernés par cette feuille de route pluriannuelle, à savoir les professionnels de LADAPT, les personnes accompagnées, les adhérents et les bénévoles. Ainsi, huit réunions de grande ampleur réunissant au total près de 1 000 personnes ont été organisées

tout au long de l'année. À Rennes, Villeneuve d'Ascq, Amilly, Troyes, Châtillon, Virazeil, Rouen et Lyon – c'est-à-dire dans les régions où LADAPT est implantée –, les participants ont pu découvrir les engagements pris dans le Projet associatif et échanger avec Bruno Pollez, Président de LADAPT. Au cours de ces réunions, de nombreuses tables rondes, représentatives de la diversité des activités de LADAPT et animées par les professionnels et les personnes accompagnées, ont illustré les expertises, les savoir-faire et les innovations de l'association.



Échanges avec les participants  
lors de la présentation  
du Projet associatif à Amilly.

## 🌀 La participation de LADAPT aux instances nationales de réflexion et de décision

LADAPT est membre du Comité national consultatif des personnes handicapées (CNCPH) et participe à six commissions : la commission plénière, la commission santé, bien-être et bientraitance des personnes handicapées, la commission éducation, scolarité, enseignement supérieur et coopération entre éducation ordinaire et éducation adaptée, la commission accessibilité, conception universelle



© Aurélien GALLÉ

et numérique, la commission emploi ordinaire et adapté, formation et travail protégé, et la commission accompagnement des personnes.

LADAPT est membre du Collectif Handicaps, lieu de réflexion, d'échanges et de plaidoyer regroupant les associations nationales représentatives des personnes en situation de handicap, de leur famille et des proches aidants.

LADAPT est également membre du Conseil d'administration de la FAGERH qui fédère les établissements de réadaptation professionnelle en France.

À la demande de la députée Christine Le Nabour, rapporteure de la commission des affaires sociales pour la mission « Solidarité, insertion et égalité des chances », LADAPT a été audité le 3 octobre 2024 à l'Assemblée nationale, dans le cadre du projet de loi de finances pour 2025. Les échanges ont principalement porté sur la situation des travailleurs en situation de handicap en France, ainsi que sur les actions menées par LADAPT pour favoriser leur accès à l'emploi et à la formation. Plus particulièrement, l'accent a été mis sur l'efficacité des dispositifs existants, et notamment la pertinence des dispositifs d'emploi accompagné et apprentissage accompagné, ainsi que sur le modèle des ESAT et ESAT Hors-murs à défendre et à consolider. LADAPT a également insisté sur le flou de la réglementation concernant le cumul emploi et AAH, et sur les tracasseries administratives qui entravent l'accès aux droits, la créativité et l'esprit d'entreprendre.

## 🌀 Relations avec le ministère chargé des Personnes handicapées

L'année 2024 a été marquée par une instabilité politique avec notamment la dissolution de l'Assemblée nationale, le 9 juin, et les changements de gouvernement. Ces événements ont pu traduire un ralentissement dans la politique générale en matière de handicap et un manque d'intérêt préoccupant. Ainsi, lors de la nomination du gouvernement de Michel Barnier le 21 septembre, LADAPT a publiquement exprimé son regret, via un communiqué de presse, quant à l'absence du terme « handicap » dans l'intitulé de poste du ministre des Solidarités, de l'Autonomie et de l'Égalité des chances entre les femmes et les hommes. Cet « oubli » a été critiqué par l'ensemble des acteurs du milieu associatif. Cette pression a donné lieu à la nomination de Charlotte Parmentier-Lecocq comme ministre déléguée chargée de l'Autonomie et du Handicap, auprès du ministre des Solidarités, de l'Autonomie et de l'Égalité entre les femmes et les hommes. Elle a été reconduite dans ses fonctions en décembre 2024 au sein du gouvernement de François Bayrou. LADAPT a eu l'opportunité de rencontrer la ministre le 4 décembre afin de présenter l'association, de défendre notamment le secteur médico-social et de porter la voix des personnes en situation de handicap sur les différents enjeux de société.